



BULLETIN DU COMITÉ

**pour la Libération Immédiate
des Emprisonnés Politiques
dans les pays d'Europe de l'Est**

N° 5-6

DECEMBRE 1972

PRIX : 4 F

Editorial :

GEDOC
FONS
A. VILADOT

communistes, socialistes, démocrates sauvons les militants persécutés à l'est de l'europe !

Le 13 novembre dernier on apprenait la mort, le 4 novembre, au camp de Potyma, de Youri Galanskov. Celui-là n'aura pas pu être sauvé.

En mai dernier pourtant, après une campagne de quatre semaines qui devait faire prendre position à toutes les organisations ouvrières de ce pays, et particulièrement à la CGT lors de son 38^e congrès, l'unité ouvrière arrachait la libération de Ludek Pachman, gravement malade et menacé de mort par les conditions de détention qui lui étaient faites.

Pachman libéré, les normalisateurs ne s'en déchaînaient pas moins contre des centaines de militants socialistes et communistes du « printemps de Prague ». Les procès truqués de cet été en Tchécoslovaquie justifient, s'il le fallait, l'action entreprise par notre Comité pour arracher la libération de tous ceux qui n'acceptent pas que là où la propriété privée a été

abolie, les droits démocratiques élémentaires soient bafoués au mépris des principes du socialisme.

Le 21 juin, Piotr Yakir arrêté en URSS, cela signifiait que les dirigeants du Kremlin avaient décidé de passer à un nouveau stade de la répression. Confirmation vient d'être donnée par la mort de Youri Galanskov qui a pratiquement été assassiné par ses geôliers comme le démontrent les conditions de détention qui lui furent faites au camp de Potyma et l'interdiction constante des autorités de lui faire donner les soins qui auraient pu le sauver.

Pachman a été libéré mais les procès de Prague ont condamné des centaines de travailleurs, d'étudiants, de militants attachés au socialisme, mais Yakir a été arrêté, mais Grigorenko reste enfermé dans un hôpital psychiatrique spécial, mais Youri Galanskov vient de mourir.

(Suite page 2)

sommaire :

- Nouvelles demandes de visas pour Prague.
- Lettre ouverte au ministre de la Santé d'URSS.
- 3 000 participants au rassemblement des 28 et 29 octobre !
- Principales interventions et communications.
- Le combat pour la libération de Piotr Yakir.
- La défense des emprisonnés en Tchécoslovaquie.
- Lettre ouverte aux militants et responsables du Parti Communiste Français.

Chaque nouvelle arrestation de militant socialiste ou communiste dans un pays de l'Europe de l'Est, chaque procès politique contre un opposant, la mort de Galanskov, sont ressentis par les militants, les travailleurs et les démocrates dans le monde, comme un coup porté au combat mondial qui se mène chaque jour pour le socialisme, pour une société débarrassée de l'oppression, de la violence, de l'exploitation.

C'est pour cela que les 28 et 29 octobre à la Mutualité se sont rassemblés plus de 3 000 militants, travailleurs, jeunes, démocrates.

Pendant deux jours entiers, la salle de la Mutualité est restée comble, témoignant par là de la haute conscience des participants et de leur volonté tenace de ne pas livrer aux mains des adversaires des conquêtes ouvrières à l'Est de l'Europe ceux qui subissent la répression pour les avoir défendues.

Un pas en avant important a été réalisé les 28 et 29 octobre dans la voie de la constitution de l'indispensable commission ouvrière d'enquête dont l'existence permettra de souder en un bloc uni la force du mouvement ouvrier capable de protéger efficacement les militants d'Europe de l'Est livrés de plus en plus durement à la répression.

Le rassemblement des 28 et 29 octobre a démontré qu'une force importante, et qui devra s'élargir dans les semaines et les mois qui viennent, existe déjà, qui a combattu et est en mesure de prendre de nouvelles initiatives aujourd'hui indispensables.

Au cours de ces derniers mois, le Comité a organisé toute une série de délégations aux ambassades d'URSS et de Tchécoslovaquie mandatées par des syndicats, des travailleurs, de nombreux signataires de pétitions. Signatures, déclarations de militants et de personnalités, télégrammes, collectes, ont constitué une grande partie de l'activité du Comité.

Après le rassemblement des 28 et 29 octobre, parce que le Parti Socialiste s'est prononcé pour la constitution de la Commission ouvrière d'enquête et parce que la situation l'exige en URSS et en Tchécoslovaquie, il devient possible de passer à une nouvelle étape de la lutte.

L'initiative prise à la Faculté des Sciences de Paris où quatre professeurs soutenus par une section du SNEsup ont demandé des visas à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour se rendre auprès des universitaires frappés par la normalisation indique la voie. Que James Marangé, au nom de la FEN, ait soutenu cette demande de visas exprime le fait que la commission d'enquête commence à devenir une réalité pour autant que le mouvement ouvrier organisé prenne en charge la défense de ceux que l'on persécute en Europe de l'Est.

On lira également dans ce Bulletin la lettre ouverte au ministre de la Santé d'URSS, Petrovsky, qui est très largement signée par les psychiatres, les médecins, les étudiants en médecine, lettre rédigée par le Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS qui combat pour la constitution d'une Commission médicale d'enquête.

Telles sont quelques-unes des initiatives consécutives au rassemblement des 28 et 29 octobre. Cela ne signifie pas, bien au contraire, que la campagne de signatures sur les lettres aux ambassadeurs d'URSS et de Tchécoslovaquie votées lors du rassemblement, ni les collectes, ni les pétitions (comme celle qui circule dans les milieux scientifiques pour la libération de l'astrophysicien Loubarski récemment condamné à cinq ans de camp), ni les délégations auprès des ambassades, ne soient plus nécessaires. Il s'agit au contraire d'appuyer toute demande de visas sur une force organisée. C'est pourquoi le Comité continue la campagne pour son renforcement dans la mesure où aucune organisation du mouvement ouvrier, aucun démocrate, ne saurait éluder ce combat.

L'existence du Comité, son combat, celui du mouvement ouvrier international démontrent que les combattants socialistes emprisonnés en URSS et en Europe de l'Est ne sont pas isolés. La répression qui s'abat lourdement fait se lever de nouvelles protestations dans les pays de l'Est eux-mêmes. Ainsi vient d'être rendu public en URSS un appel déposé le 13 septembre dernier devant le Soviet Suprême par cinquante intellectuels soviétiques dont l'académicien Andreï Sakharov, l'historien Roy Medvedev, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, l'épouse du général Grigorenko, la mère de Vladimir Boukovsky. L'appel demande « la libération de tous les citoyens soviétiques détenus directement ou indirectement en raison de leurs convictions » et ajoute : « La liberté d'expression et la défense de ses opinions personnelles font partie inhérente du droit de tout homme. »

Sur le combat de millions de travailleurs, à l'Est de l'Europe comme à l'Ouest et dans le monde entier, s'appuie la résistance de ceux qui combattent la normalisation à Prague, qui luttent pour les droits et libertés ouvrières en URSS.

C'est sur ce combat que s'appuie également le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est. Après la mort de Galanskov, assassiné par ses bourreaux, chacun doit prendre ses responsabilités dans le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi le Comité vient d'adresser une lettre ouverte aux militants et responsables du Parti Communiste Français (1). Plus que tous autres, par leur attachement à la révolution d'Octobre 1917, ils se doivent de défendre ses conquêtes, de restaurer l'image du socialisme ternie par ces procès, dans l'intérêt du mouvement ouvrier et de son combat à l'échelle du monde, pour la victoire du socialisme en France.

Plus que tous autres, ils peuvent sauver Yakir, Loubarski, Grigorenko et les autres, tous les autres, leurs frères socialistes, leurs frères militants, la chair de leur chair.

Tous ensemble pour la libération immédiate des militants emprisonnés à l'Est de l'Europe !

(1) On lira cette Lettre ouverte dans l'encarté de quatre pages au milieu de ce numéro du Bulletin.

Quatre professeurs de la Faculté des Sciences de Paris demandent leurs visas pour enquêter en Tchécoslovaquie

La lettre à l'ambassadeur

Paris, le 18 octobre 1972

Monsieur l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris,

J'ai l'honneur de venir vous demander un visa pour me rendre en Tchécoslovaquie avec un certain nombre de collègues pour rencontrer les scientifiques tchécoslovaques qui ont perdu leur emploi ou ont été condamnés à des peines de prison pour leurs activités politiques lors du Printemps de Prague de 1968 ou pour avoir condamné l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie du 21 août 1968.

Certains de ces scientifiques sont mondialement connus pour leur contribution au progrès de la Science et pour leur attachement à l'idéal socialiste, par exemple Peter Uhl, Balamir Kuba, Jiri Litera, Bohumil Paleska ; d'autres sont moins connus et encore très jeunes.

J'ai décidé avec certains de mes collègues de faire cette démarche auprès de vous, parce que nous avons toujours combattu contre la répression organisée par l'impérialisme (Vietnam, Algérie, Indochine, etc.), parce que nous sommes attachés à l'idéal socialiste qui pour nous comme pour des millions de jeunes, de travailleurs et d'intellectuels ne s'oppose pas à l'idéal de la liberté ; parce que nous ne pouvons accepter qu'au nom du socialisme, qui représente pour la majorité des hommes, depuis des décennies, l'avenir de l'humanité, on condamne à la prison, après des procès à huis-clos, des hommes qui, à notre connaissance, n'ont fait qu'exprimer leur conviction et tenter de faire en sorte que leur idéal devienne réalité.

C'est pour ces raisons que nous demandons instamment qu'un visa nous soit accordé pour aller sur place prendre connaissance par nous-mêmes des faits qui sont reprochés à ceux qui ont perdu leur travail ou sont en prison afin que, de retour dans notre pays, nous puissions rendre compte à des milliers de collègues et d'étudiants qui s'inquiètent à juste titre du sort réservé à leurs collègues et camarades tchécoslovaques.

J'exprime mon désir, en accord avec mes collègues qui ont fait la même demande, qu'un visa soit accordé à Maître Carrera, avocat au barreau de Paris, afin qu'il puisse nous aider sur le domaine juridique dans lequel nous ne nous sentons pas compétents.

Dans l'attente d'une réponse favorable, veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, nos salutations distinguées.

MM. Lacombe et Zisman, professeurs de Mathématiques, Curie, professeur de Physique, et Fauchère, professeur de Chimie, ont envoyé cette lettre à l'ambassade de Tchécoslovaquie. De même, Maître Carrera a demandé un visa pour accompagner ces enseignants et tous ceux qui se joindront à eux.

Le soutien du SNESup (section informatique)

La section SNESup Info, parce que comme le SNESup, la FEN et l'ensemble du mouvement syndical français, situe dans le socialisme la perspective d'émancipation des travailleurs et des masses populaires de notre pays,

— condamne les procès politiques qui ont eu lieu en Tchécoslovaquie, sous le régime d'occupation des troupes du Pacte de Varsovie ;

— exige la libération immédiate des emprisonnés politiques ;

— exige le retrait total de Tchécoslovaquie des troupes d'occupation

La section SNESup Info se félicite de l'initiative des professeurs de la faculté des Sciences dont le professeur Lacombe de Math, le professeur Curie de Physique, le professeur Fauchère qui ont demandé un visa à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour aller enquêter sur les motifs d'inculpation d'universitaires et de scientifiques tchécoslovaques, pour prendre connaissance auprès des emprisonnés et des autorités universitaires tchécoslovaques des faits qui leur sont reprochés. La section SNESup Info appuie cette demande de visa.

Considérant que cette initiative va dans le sens de la commission universitaire d'enquête votée par le congrès de Rouen, la section demande au BN du SNESup qu'il appuie cette demande de visas, qu'il mette tout son poids afin que ces visas soient accordés.

Le 26 octobre 1972.

Pour 16, contre 0, abstentions 2.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA F.E.N. PREND POSITION

James Marangé, secrétaire général de la Fédération de l'Éducation nationale, a envoyé, à la mi-novembre, une lettre à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, soutenant la demande de visas des quatre professeurs de la Faculté des Sciences de Paris.

lettre ouverte au ministre de la santé soviétique, Pétrovsky

(Le Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS communique que cette lettre est largement signée parmi les médecins et psychiatres qui combattent pour la constitution d'une commission médicale d'enquête.)

Monsieur le Ministre,

Psychiatres et futurs psychiatres, médecins et psychologues français, nous estimons de notre devoir de vous faire part de l'émotion et de l'inquiétude qui sont nôtres et que partagent de nombreux intellectuels, de nombreuses personnalités du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays.

Mais, afin de couper court à toute tentative — quelle que puisse être son origine — de dévoyer le sens de notre démarche, vous comprendrez, Monsieur le Ministre, notre souci de précision : profondément attachés à la défense des libertés démocratiques, en quelque lieu que ce soit, nous tenons à souligner le sentiment de confraternité qui nous anime envers le corps médical, les savants, scientifiques et intellectuels de votre pays.

Notre émotion, notre inquiétude se fondent sur l'existence de nombreux documents qui sont en notre possession, dont la lettre du citoyen soviétique Vladimir Boukovski à des psychiatres du monde entier. S'il faut en croire ces documents — leur authenticité n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun démenti — de nombreux citoyens de votre pays, parmi lesquels Grigorenko, V. Fainbert, Novodvorskaïa, Guerchouni, Borissov, Ioffe, Kouznetsov et d'autres, connus pour leurs prises de position en faveur du respect des droits civiques en URSS, seraient internés dans des hôpitaux psychiatriques de caractère spécial.

Du célèbre mathématicien Pliouchtch, en état d'arrestation, il aurait été dit : « Il est aussi fou que Grigorenko. » Grigorenko lui-même serait interné pour six mois encore et trois de nos confrères, psychiatres soviétiques, auraient été arrêtés voici quelques mois...

L'existence d'établissements psychiatriques de type spécial — ou de sections spéciales dans des établissements généraux — est mentionnée dans les villes de Kazan, Sytchoveska, Léningrad (au n° 9 de la rue Arsenalnaïa), Minsk, Dniepropetrovsk, etc.

Il apparaît également que la plupart des expertises psychiatriques ayant abouti à l'isolement de ces citoyens auraient été pratiquées à l'Institut Central de Recherche Scientifique de psychiatrie judiciaire Serbski qui dépendrait officiellement de votre ministère.

Enfin, le témoignage du généticien Jaurès Medvedev, la lettre de l'académicien A. Sakharov adressée le 8 juin 1970 au Comité Central du PCUS et à son secrétaire L. Brejnev, le récit de l'écrivain A. Soljenitsyne daté du 15 juin 1970, pour ne citer que les initiatives qui ont rencontré le plus d'écho dans notre pays, font état de procédés qui apparaissent contradictoires aux droits garantis par la Constitution d'URSS.

Telles sont les informations qui motivent notre démarche. Aussi, afin que TOUTE LUMIERE SOIT FAITE, entendons-nous, Monsieur le Ministre, vous soumettre ces questions qui nous semblent essentielles :

● Existe-t-il en URSS, à l'heure actuelle, des établissements psychiatriques spéciaux ?

● Leur caractère « spécial » est-il déterminé par le fait qu'aux côtés d'individus, auteurs de crimes de droit commun commis en état de démence ou de troubles psychiques graves — et ne relevant pas, par conséquent, de la procédure judiciaire ordinaire — soient internés des citoyens soviétiques dont la caractéristique essentielle est d'être connus comme opposants ?

A ces questions, nous espérons que vous saurez répondre dans les délais les plus brefs.

Psychiatres et futurs psychiatres, médecins et psychologues français, nous avons été informés de différentes initiatives prises dans d'autres pays : prises de position lors du congrès de psychiatrie de Mexico, interventions de confrères américains et canadiens, résolution adoptée lors de la dernière session du Bureau Exécutif de la Fédération Mondiale de la Santé Mentale, etc.

Il n'est pas tolérable, en effet, que la psychiatrie puisse être utilisée, au nom de la raison d'Etat, comme moyen de lutte contre des opposants. De nombreux éléments, en notre possession, laissent supposer qu'il pourrait en être ainsi, actuellement en URSS.

Parmi ceux-ci, le caractère contradictoire des conclusions de certaines expertises (notamment celles effectuées sur la personne de Grigorenko), le fait que, comme le décrit Soljenitsyne à propos de l'affaire Medvedev, « sans mandat d'arrêt, sans justification médicale, quatre policiers et deux médecins arrivent chez un homme bien portant... », l'utilisation, dans des établissements de soins, d'un personnel différent de ce que l'on est en droit d'y attendre... voilà qui nourrit et justifie nos craintes.

Nous ne saurions croire que l'immense majorité des psychiatres et du corps médical soviétiques pourrait être associée à de telles responsabilités : le caractère imprescriptible des droits et des devoirs des médecins de porter, en toutes circonstances, secours médical, détermine les principes sur lesquels se fondent les règles de la déontologie médicale, dans votre pays, dans le nôtre, comme dans tous les pays.

C'est au nom de ces principes que nous estimons indissociables de la défense des libertés démocratiques — explicitement reconnues dans la Constitution de l'URSS — que nous nous adressons à vous, Monsieur le Ministre de la Santé.

Nous nous tenons prêts à constituer une Commission médicale d'enquête destinée à faire TOUTE LA LUMIERE sur le sort et le traitement réservés aux citoyens soviétiques combattant pour le respect des droits civiques et internés dans les conditions décrites par Vladimir Boukovski.

Nous émettons le vœu qu'une telle Commission puisse, dans les délais les plus brefs, se rendre sur place, en URSS, et, en particulier, débattre de l'ensemble de ces problèmes avec les plus hautes autorités scientifiques et médicales de votre pays.

• Croyez, Monsieur le Ministre, en nos sentiments démocratiques.

Michel Sérac, président de l'UNEF, déclarait le 29 octobre

"il faut briser la conspiration du silence" comme l'UNEF l'a fait à la conférence de la jeunesse d'Helsinki

Le président de l'UNEF, le camarade Michel Sérac, dont l'organisation est co-fondatrice du Comité, prit la parole au rassemblement et montra notamment la part importante prise par l'UNEF dans le combat qui s'intensifie contre la normalisation. Nous publions des extraits de son intervention portant sur l'activité déployée par l'UNEF au moment de la vague de procès en Tchécoslovaquie de l'été dernier.

« Le 21 juillet, Jiri Müller, un des principaux fondateurs de l'Union des Etudiants Tchécoslovaques, était condamné à cinq ans et demi de prison.

Le 26 août, il y a deux mois, s'ouvrait à Helsinki, en Finlande, la Conférence Européenne de la Jeunesse pour la Sécurité, rassemblant toutes les organisations de jeunesse officielles d'Europe (...).

Dès le 27 août, à l'ouverture de la commission « Droits démocratiques en Europe », l'UNEF rappelait aux participants qu'en ces heures mêmes se concluaient les procès de Prague et saisissait le Présidium d'une proposition. Celle-ci, qui complétait une autre proposition tendant à coordonner la solidarité de la jeunesse avec les victimes de la répression dans les pays fascistes, visait à désigner immédiatement dans la Conférence une commission internationale des organisations de jeunesse pour se rendre à Prague afin d'apporter toute la lumière sur les procès et les condamnations pour délits d'opinion qui s'y déroulaient. Et je citais les noms de ceux qui, en Tchécoslovaquie, venaient d'être condamnés, en même temps que celui de Pierre Yakir.

Cette proposition fut évidemment combattue par les représentants des Unions d'Etat de la jeunesse d'URSS, d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie. Ce dernier représentant m'nivita à reconsidérer mes informations sur les procès de Prague et la jeunesse tchécoslovaque avec un paternalisme d'au-

tant plus naturel qu'il avouait 45 ans dans une intervention émaillée de ses souvenirs de la seconde guerre mondiale (...).

Mais plus important, il y eut, dans ces longues discussions entre les représentants du Kremlin et de la normalisation, et celui de l'UNEF, de nombreuses interruptions de séances dont nous n'eûmes l'explication que plus tard, lors de la réception du gouvernement finlandais. Les représentants des « Jeunes Conservateurs » de tous pays (Angleterre, Danemark, Hollande) nous expliquèrent, non sans gêne, qu'il leur avait été demandé, très diplomatiquement par la délégation de l'URSS, de ne soulever à aucun moment la question des procès de Prague. A quoi ils répondirent que d'une part, l'UNEF ne demandait nullement leur soutien, puisque la Commission qu'elle proposait était exclusive de toute force hostile au socialisme, et qu'ensuite ils ne songeaient pas à remettre en cause le cadre de la Conférence en abordant ces questions délicates.

C'est donc à l'unanimité que le silence se fit lors du rapport des discussions de commissions (la discussion sur la Tchécoslovaquie y ayant constitué les trois quarts du temps) en séance plénière, sur une résolution qui exprimait l'accord de la Conférence avec l'ordre actuel en Europe, résolution qui fut approuvée tant par le Conseil des Conservateurs que par les représentants de la bureaucratie.

Nous avons cru comprendre que les Conservateurs avaient tout de même demandé en échange de leur bienveillance que les tortures et la répression en Turquie ne soient pas mentionnées, ce qui fut fait.

Quelques jours plus tôt, le *Rudé Pravo* et la *Gazette Littéraire* soviétique écrivaient que « Jiri Müller était un adversaire du communisme et qu'il s'efforçait pour cette raison de changer le régime étatique en Tchécoslovaquie ».

Jiri Müller, ancien président de l'union indépendante des étudiants tchécoslovaques

Sa vie politique se conjura avec le combat des étudiants tchécoslovaques pour une union d'étudiants indépendante de l'Etat.

En novembre 1966, pour avoir engagé cette lutte, J. Müller est exclu de l'Union de la Jeunesse ainsi que de l'Université et voit son sursis d'élève-ingénieur résilié.

Puis les étudiants entrent en mouvement en octobre 1967. Les autorités universitaires elles-mêmes reconnaissent : « Il ne fait pas de doute que les exigences des étudiants étaient justifiées » (*Prace*, quotidien des syndicats du 2 novembre 1967).

Fin mars 1968, Jiri Müller est démobilisé et participe aussitôt à l'organisation du Comité d'action des étudiants de Prague. Et l'Union indépendante des étudiants se constitue pendant le « Printemps de Prague », au mois d'avril.

En octobre 1968, le bureau du Parlement étudiant de Bohême-Moravie est animé par Jiri Müller et Lubos Holecek qui combattent pour préserver l'indépendance de l'Union.

Pendant la grande grève de 100 000 étudiants du 17 au 20 novembre, le 18, l'Assemblée des étudiants de Prague vote le Manifeste des 20 points axé sur la défense

des libertés et sur la constitution de conseils ouvriers dans les entreprises. Ce Manifeste est repris par l'Union des journalistes puis, le 19 décembre, par l'Union des métallos de Bohême-Moravie qui représente un million d'ouvriers.

Et le 15 janvier 1969 se constitue un comité d'organisation rassemblant les Unions des étudiants, des journalistes, des écrivains, des métallos.

Mais avec la normalisation, l'Union des Etudiants Tchécoslovaques va être dissoute, ses dirigeants persécutés. Le 21 juillet 1972 Jiri Müller est condamné à cinq ans et demi de prison.

" Pour la commission ouvrière internationale d'enquête "

Je suis venu ici pour dire et attester au nom du Parti Socialiste qu'entre les ouvriers du Printemps tchécoslovaque et les hommes du Thermidor de Prague, nous étions solidaires des premiers. Et que, dès lors, nous sommes naturellement favorables à la revendication qui tend à faire du mouvement ouvrier international le juge de ces événements au travers de la Commission internationale d'enquête, dont le mot d'ordre domine cette tribune.

Et que nous le sommes, et que nous le resterons, indépendamment de nos divergences circonstancielles, avec tous ceux qui pour le Socialisme demeurent synonyme de Liberté et de Démocratie.

Avec tous ceux aussi qui se refusent à identifier le triomphe du Socialisme avec la dictature d'une minorité bureaucratique sur le prolétariat.

Et si c'est la référence tchécoslovaque qui nous mobilise principalement ce soir, ce n'est pas seulement parce qu'elle est la dernière en date des agressions commises au nom du Socialisme, mais c'est surtout parce que l'expérience du Printemps de Prague porte en elle bien des similitudes et qu'elle implique bien des solidarités avec notre propre combat.

Ce n'est pas par une simple illusion de l'esprit que nous ressentons avec plus d'insistance, et plus d'affliction, le fait que la Tchécoslovaquie soit la plus récente illustration de cette phase de crise générale de la dictature de la bureaucratie qui a en fait commencé il y a plus de quarante ans, avec le Thermidor stalinien de l'Octobre soviétique.

Il y a à cela au moins deux raisons.

La première tient aux circonstances historiques et aux développements socio-politiques qu'elles ont façonnés.

De tous les pays de l'Est européen, la Tchécoslovaquie est en effet le seul qui ait participé historiquement à la lente gestation et à la laborieuse conquête des traditions occidentales de liberté, issues du 19^e siècle français.

Sans doute, me dira-t-on, d'une certaine façon, toute l'histoire de l'Europe occidentale est dominée par le combat mené par les révolutionnaires et les socialistes pour passer de ces libertés de protection, qu'on dit bourgeoises de par leurs origines, aux libertés sociales qui sont simplement le droit de ne pas mourir de faim, donc de travailler et à la participation à la gestion de ses propres affaires, c'est-à-dire la liberté syndicale et un jour l'autogestion des moyens de production.

On ne peut ignorer en effet dans ce combat ancien l'apport d'un PALACKY. Ce fut, certes même pour son temps, un nationaliste modéré, mais il contribua à répandre en Bohême la déclaration des Droits de l'Homme. Et ce n'était pas si mal pour l'époque.

Il était normal que, dans le cadre de la République créée sous l'égide de Masaryk et de Benès, les courants marxistes se développent et que militants socialistes et communistes s'efforcent de faire de la République tchécoslovaque une République socialiste. Ce fut sans doute son malheur, mais aussi la conséquence de Munich, que cette évolution se fasse sous la pression de l'Armée rouge et dans un contexte équivoque. Mais sans doute de par sa tradition la Tchécoslovaquie était-elle en mesure d'ouvrir une voie originale si, dans le climat de guerre froide, les dirigeants d'alors n'avaient eu pour premier souci d'en faire une sorte de glacis militaire et d'imiter étroitement l'Union soviétique qui, elle, avait dû travailler dans d'autres conditions historiques.

Les vagues de procès, où succombaient les Siansky et les Clémentis et qu'illustra l'Aveu de London, témoignent de cette époque glaciaire. Vingt ans après, il fallait se rendre à l'évidence : la Tchécoslovaquie connaissait de graves difficultés économiques et le climat de sourde terreur qui pesait sur le pays ne pouvait, sinon se justifier, du moins s'excuser par aucun succès dont l'opinion pût se féliciter sans réserve. C'est dans ces conditions, au moment même où l'Europe entière allait être ébranlée par un mois de mai fiévreux, qu'éclatait ce qu'on est convenu depuis d'appeler le Printemps de Prague.

L'originalité du phénomène tenait au fait que ses initiateurs en étaient le Parti communiste et les dirigeants qu'il s'était donnés. En un sens, toutes les conditions paraissaient réunies pour qu'un régime collectiviste de type autoritaire pût tenter de passer au Socialisme démocratique et répondre ainsi à l'aspiration de l'opinion tchèque vers une réelle liberté.

Hélas, les préoccupations stratégiques de l'URSS et sa crainte que le renoncement au « monolithisme » n'entraîne des conséquences funestes sur le reste du bloc soviétique, amenaient une intervention militaire, appelée sans doute par quelques attardés du stalinisme, mais honnie par la population tchécoslovaque dans sa plus grande partie. C'en était fait, dès lors, du Printemps de Prague et la logique des événements n'a, depuis, cessé d'entraîner les dirigeants tchèques là où peut-être les meilleurs d'entre eux auraient préféré ne pas aller. « *Biafra de l'esprit* », a écrit Aragon, qui, pourtant, en a déjà accepté d'autres, évoquant le climat de délation qui règne aujourd'hui sur le pays.

(Suite page 7)

Pierre Daix, ancien responsable
des « Lettres françaises » :

" contre la violation des principes du socialisme "

Chers camarades,

Mes travaux en cours ne me permettent pas de répondre à votre invitation de participer aux Journées d'études que vous organisez ; mais je tiens à vous manifester ma solidarité et à bien marquer, de la sorte, que la disparition des Lettres françaises ne saurait m'empêcher de combattre les persécutions dont sont victimes en Union Soviétique, en Tchécoslovaquie notamment, tant de communistes, de socialistes, de démocrates et d'intellectuels. Je suis particulièrement sensible à l'attention que vous portez au sort de Piotr Yakir.

J'estime enfin comme vous que l'information sur ces violations des principes du socialisme est indispensable à la défense de la cause du socialisme en France.

Croyez, chers camarades, à mes sentiments les plus cordiaux.

Et c'est ici que l'expérience éphémère du Printemps tchèque prend pour nous tout son relief.

En URSS la déstalinisation avait été non une rupture avec le contenu fondamental du stalinisme, c'est-à-dire la nature du pouvoir, mais une rupture avec les méthodes de ce pouvoir, à l'intérieur et à l'extérieur, en vue de sauver le pouvoir lui-même ébranlé par la disparition de celui qui l'avait maintenu pendant trente ans. La déstalinisation dans tous les pays de l'Est européen a, en vérité, consisté jusqu'en 1968 à modifier les méthodes et à nier une partie du dogme sur les autres pays et partis communistes, celle qui assimilait unité du parti et unité de pouvoir sur tous les partis, mais le fond restait viable, le pouvoir lui-même n'était pas atteint. La nouveauté de l'expérience tchécoslovaque, ce qui fait qu'elle était vraiment déstalinisatrice, c'est qu'elle a mis en question la nature même du pouvoir.

Alors, je dirai simplement de ceci que la leçon que nous importe, comme militant, de cette amère aventure est simplement celle-ci : c'est que la liberté ne se sépare pas. C'est en vain qu'on prétend organiser une répartition des revenus plus juste, et on l'a tenté, quand le refus des garanties individuelles, des libertés d'expression et d'association dans un pays qui les a connues, est ressenti comme régression ; et la population qui en souffre se replie sur elle-même, se détourne de toute activité créatrice au point que la vie économique est à son tour ralentie.

Disons alors pour conclure ce message du Parti socialiste que, de notre point de vue, ce qui a été meurtri jusqu'au déshonneur dans les procès de Moscou et d'ailleurs, dans l'intervention des chars soviétiques à Berlin, à Budapest et à Prague, ce n'est pas la liberté bourgeoise, mais celle conquise en 1917.

La liberté bourgeoise peut, elle, continuer ses mystifications, c'est dans la nature des choses : mais le conservatisme conforte le conservatisme et l'affaire de

Prague est le plus bel alibi qu'on ait pu fournir à la réaction internationale.

A nos adversaires communs, elle accorde une bonne conscience.

Peut-être même les rassure-t-elle finalement puisqu'elle leur permet d'affirmer que collectivisme et liberté individuelle sont incompatibles.

Or nous soutenons, nous, que le Socialisme n'est et ne sera réalisé que le jour où l'oppression capitaliste aura disparu et où les travailleurs seront les maîtres de leur destin, ce qui ne saurait être, là où la presse est baillonnée, là où le syndicalisme est domestiqué, là où les élections relèvent de la cérémonie rituelle et non du choix, là où l'intention devient délit politique.

Nous refusons, pour notre part, pour l'Europe, de n'avoir de choix qu'entre le chaos capitaliste, la ruine des libertés collectives et individuelles ou la perversion post-stalinienne.

Peut-être est-ce là la voie étroite de notre action militante. Qu'importe si les fils sont présents pour prendre les relais, pourvu que la direction soit nette et que l'effort soit cohérent.

Nous voulons quant à nous que la volonté et l'action des hommes s'organisent dans le sens qui est celui du Socialisme international. Que l'ordre se réconcilie avec le Droit, la Justice avec la Liberté, l'organisation collective de la société avec la pleine intégrité des individus et, enfin, que l'indépendance des nations s'identifie avec la solidarité internationale et la fraternité humaine.

Et c'est finalement parce que nous avons fait le pari de réussir ce passage vers une société fondamentalement libre qu'aujourd'hui nous saluons les initiateurs du printemps de Prague et ceux qui, en exil ou sur leur terre, souffrent pour avoir voulu le tenter à leur façon. Un jour viendra où leur nom sera honoré simplement parce qu'ils auront osé.

Stéphane JUST,

Organisation Communiste Internationaliste

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

“ La lutte contre l'impérialisme est indissociable de celle contre le stalinisme ”

Stéphane Just intervint dans le débat au nom de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) pour dégager trois conclusions essentielles.

D'abord « la signification de la démocratie ouvrière, tant par la diversité des orateurs que par la composition de la salle et son assiduité. A la tribune se trouvent des militants ouvriers de nombreuses organisations en divergence et en conflits après sur beaucoup de questions, ainsi que des hommes de science, des pro-

fesseurs, écrivains et avocats qui ont le sens de leurs responsabilités. Ici sont présents les militants de l'OCI, de l'Alliance ouvrière et de l'AJS et personne ne leur conteste le rôle qu'ils ont joué pour que puissent se tenir ces journées.

« La seconde conclusion, c'est que la lutte contre l'impérialisme est indissociable de celle contre la contre-révolution stalinienne. Alors qu'en France la question du pouvoir est posée dans un avenir relativement court, se nouent à l'échelle mondiale les liens contre-

révolutionnaires à la veille de la conférence européenne de sécurité qui doit réunir les Pompidou, Heath, Franco avec les Brejnev, les Gierek et les Husak. Ils veulent écraser le prolétariat tchécoslovaque mais je peux dire que nous avons la certitude qu'il ne le sera pas, mais que par contre la bureaucratie sera balayée par le prolétariat. Car les circonstances de la lutte, aujourd'hui, ne sont pas les mêmes, les rapports politiques internes à la classe ouvrière sont différents de ceux qu'ils étaient avant la deuxième guerre mondiale. C'est parce qu'aujourd'hui la classe ouvrière s'avance sur la voie de la révolution prolétarienne que la bureaucratie stalinienne doit frapper et s'allier à l'impérialisme.

« Enfin, ces journées ont montré que leur méthode était celle-là même qui permet de rassembler dans ce pays les forces militantes dans la bataille pour le Front unique ouvrier. C'est la méthode de la démocratie et de l'unité ouvrière. La méthode par laquelle nous préparons les Assises nationales pour le Front unique ouvrier. »

Jacques Dupont, délégué au 38^e congrès de la CGT :

“ Que chacun prenne place dans la bataille ”

L'intervention que j'ai faite au 38^e Congrès confédéral de la CGT en avril dernier concerne ce rassemblement militant. Elle posait en effet le problème de la responsabilité de notre confédération dans le combat contre la normalisation à Prague, pour l'envoi d'une commission d'enquête, pour la défense des libertés fondamentales, libertés de pensée et d'organisation dont l'absence fait subir au mouvement ouvrier organisé les coups les plus rudes.

Ce n'est pas seulement au nom de mes convictions profondes de militant trotskyste, ni seulement au compte de mon syndicat que je suis intervenu, mais au compte des dizaines de milliers de militants, de travailleurs et de jeunes qui n'ont pas accepté et n'acceptent toujours pas l'invasion armée en Tchécoslovaquie en 1968 et ses conséquences : la normalisation.

C'est parce que cette grande force existe que la direction de la CGT a écouté, a répondu et engagé une discussion. A la tribune de ce 38^e Congrès, Georges Séguy a pris l'engagement de faire prendre position au Bureau confédéral avant que peu de temps ne s'écoule, sur la situation en Tchécoslovaquie.

Rappelons-nous la campagne unitaire qui s'est menée dans toutes les organisations ouvrières et qui s'est développée pour la libération de Ludek Pachman. C'est en plein milieu de cette campagne visant à réaliser le front unique ouvrier sur cette question que la CGT est intervenue par la voix de son secrétaire confédéral, contribuant ainsi à arracher la libération de Pachman des mains de la bureaucratie stalinienne.

C'était en avril 1972. En juillet dernier, la bureaucratie montait de toutes pièces une nouvelle vague de procès

**Charles Berg, au nom de l'AJS :
« LA SITUATION EST PROPICE
A L'ACTION »**

Charles Berg prit la parole au Rassemblement au nom de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme. « S'il faudra rendre justice à notre combat, faut-il rendre justice à Etienne Fajon et aux dirigeants du PCF lorsqu'ils nous demandent de nous expliquer sur l'action que nous déployons ? Ainsi, il n'y aurait pas de rapport direct entre un Fajon qui reconnaît « quelques erreurs » dans ce que fait le gouvernement tchécoslovaque et raye d'un trait de plume le sort des emprisonnés politiques dans ce pays, et Krivine qui ne veut lutter qu'avec les « communistes » contre la normalisation ».

Et l'orateur d'expliquer : « On ne peut faire un tri entre ceux qui sont prêts à agir. La plupart des tendances du mouvement ouvrier, sinon toutes, sont ainsi représentées dans cette salle. S'il y a en France une situation propice à l'action, alors nous devons dire que l'action de l'AJS pour la libération de Tesar et Müller est encore trop faible et limitée. C'est dès maintenant qu'il faut dresser dans la bataille contre la normalisation les forces qui se préparent aux gigantesques combats qui sont devant nous dans ce pays. »

truqués dans la ligne des procès de Moscou des années 1947-1952.

Au grand espoir que fut le printemps de Prague succède apparemment le froid silence des colonnes de blindés. A ces nouvelles provocations contre la classe ouvrière et le peuple tchécoslovaque, contre la classe ouvrière internationale, la réponse a été immédiate. Toutes les organisations ouvrières, en France, ont pris position.

Le 3 août, au nom de la protestation qui monte du plus profond du mouvement ouvrier, au nom de l'exigence que se réalise l'unité ouvrière, au nom des milliers de militants et responsables de la CGT qui n'acceptent pas, j'ai écrit une lettre à Georges Séguy lui demandant quelles initiatives, après la condamnation des procès par son communiqué du 2 août, la direction de notre syndicat comptait prendre pour arracher la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.

Le 4 août, G. Séguy me répondait que le Bureau confédéral serait saisi de ma lettre. Le 9 août, une lettre du Bureau confédéral m'apprenait qu'après discussion de ma lettre, il n'avait pas à prendre pour l'instant d'autres initiatives en plus de sa déclaration du 2 août. Depuis, c'est le silence.

Aujourd'hui, la CGT reste muette. Nous ne pouvons l'accepter après les lourdes condamnations infligées lors des procès politiques de cet été. Rien n'est encore publié. S'il est vrai que la Fédération Syndicale mondiale a retiré sa condamnation de l'intervention militaire du 21 août 1968, alors nous ne l'acceptons pas non plus.

Ce rassemblement du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est signifie que les principales organisations du mouvement ouvrier prennent leurs responsabilités, multiplient les initiatives, amplifient la campagne. Cette assemblée est la preuve qu'un pas en avant important est maintenant accompli.

Ici sont présents des centaines de militants et responsables de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Toutes ont pris position contre le procès. Oui, l'unité est possible. A partir d'aujourd'hui, nous pouvons aller plus loin. Car nous menons cette grande bataille en sachant que ce qui est en cause, c'est l'unité même du mouvement ouvrier.

Au moment où le gouvernement Pompidou-Messmer se désagrège, il s'agit de dresser le mouvement ouvrier contre les exploités, pour qu'il impose son propre gouvernement. Mais comment mener ce combat sans dénoncer les violations des libertés à l'Est de l'Europe, sans lutter contre les procès staliniens de Prague ?

Oui la lutte pour le socialisme est une et indivisible. La lutte pour la Commission ouvrière internationale d'enquête, c'est la lutte pour l'unité ouvrière indispensable au combat émancipateur de la classe ouvrière. J'ai entendu à cette tribune les messages et interventions des camarades Pontillon, au nom du parti socialiste, d'André Bergeron, pour la CGT-FO, d'Albert Détraz, pour la CFDT, de Michel Sérac, pour l'UNEF. La FEN a déjà pris position pour la Commission ouvrière d'enquête.

Je suis persuadé que la CGT prendra dans cette campagne la place qui est la sienne. C'est la grande bataille pour l'émancipation des travailleurs qui l'exige

messages de soutien

de la CGT-FO

Au nom de la Contédération Force Ouvrière et en mon nom personnel, regrettant de ne pouvoir participer à vos débats, je vous exprime notre entière solidarité pour le combat que vous menez en faveur du respect des libertés démocratiques, plus particulièrement dans les pays de l'Europe de l'Est soumis aux rigueurs des lois policières du régime totalitaire.

Ce combat, c'est aussi le nôtre pour la défense du mieux-être dans la dignité et la Liberté.

Plein succès à vos journées.

André BERGERON,
Secrétaire général FO.

de la CFDT

Chers camarades,
Empêchés par la réunion de notre Conseil national, de participer aux journées pour la libération des emprisonnés dans les pays de l'Europe de l'Est des 28 et 29 octobre, nous vous assurons de notre solidarité agissante et vous souhaitons la réussite de vos efforts en faveur de la liberté et de la démocratie.

Pour la Commission Exécutive de la CFDT: Albert DETRAZ.

de la Ligue des droits de l'homme (section de Douai)

La section de Douai de la Ligue des Droits de l'Homme,

Souhaite pleine réussite au rassemblement des 28 et 29 octobre à la Mutualité,

Exprime son soutien et sa sympathie au Comité national pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est,

Réaffirme son attachement inconditionnel aux libertés de parole, d'expression, de réunion et d'association, ainsi qu'à la Déclaration Universelle des Droits des Nations Unies, et son désir de défendre tous ceux qui, dans n'importe quel pays, sont victimes de l'arbitraire et de l'oppression.

Salutations républicaines.

l'astro-physicien Loubarski condamné...

Moscou, 31 Octobre (A.F.P.)

L'astrophysicien K. Loubarski qui comparait depuis le 26 octobre devant le tribunal de Nouginsk, près de Moscou, pour activités anti-soviétiques, a été condamné hier lundi à cinq ans de camp de travail à régime sévère, apprend-on auprès de ses amis.

Agé de 38 ans, Loubarski aurait été arrêté le 19 janvier à son domicile après une perquisition du K.G.B. (sécurité d'Etat). Il aurait été inculqué peu après au titre de l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R. pour propagande et agitation anti-soviétiques. L'article prévoit une peine maximale de sept ans de camp de travail et de cinq ans d'assignation à résidence.

Le procès qui s'est tenu à Nouginsk à 60 km à l'est de Moscou, hors de la zone autorisée aux étrangers, n'était pas public et l'entrée du tribunal était gardée par plusieurs officiers en civil indigène-t-on.

Le procès de M. Loubarski est l'un des premiers procès qui font suite à la série d'arrestations qui eut lieu au début janvier pour tenter d'éliminer les auteurs de « La chronique des événements », publication clandestine rapportant la vie des camps et donnant des nouvelles des personnes incarcérées.

M. Loubarski a déclaré à la Cour qu'un tel « procès ne peut en aucun cas résoudre les problèmes d'une société qui se sent obligée de publier des « SAMIZ-DAT » (publications clandestines); seules une presse libre et une démocratisation générale du pays peuvent y remédier ».

L'académicien Andreï Sakharov, refoulé la semaine dernière à l'entrée du tribunal, a rendu public un appel aux Nations Unies et à la direction soviétique pour que la légalité soit respectée au cours du procès et qu'il puisse intervenir en faveur de l'accusé.

... sa défense s'organise aussitôt !

(Lettre ouverte à l'ambassadeur d'URSS)

Paris, le 13 novembre 1972.

- * Copie à M. André SAKHAROV, Académie des Sciences d'URSS, MOSCOU.
- * Copie aux organisations ouvrières et démocratiques françaises.

Monsieur l'ambassadeur,

Nous, soussignés, travailleurs de la Recherche scientifique en France, avons appris l'arrestation et la condamnation à cinq ans de « camp de travail à régime sévère » de l'astro-physicien Kronid Loubarski.

Les circonstances du procès qui a conduit à cette condamnation nous font vous poser un certain nombre de questions :

— Pourquoi K. Loubarski a-t-il été arrêté ?

— Pourquoi le procès a-t-il eu lieu à huis clos, hors de la zone autorisée aux étrangers, donc aux journalistes étrangers ?

— Pourquoi l'académicien Sakharov a-t-il été refoulé du tribunal où il venait témoigner en faveur de l'accusé ?

La dépêche de l'Agence France Presse (AFP) indique que K. Loubarski a été arrêté le 19 janvier 1972 après une perquisition du KGB à son domicile et qu'il lui serait reproché de participer à la publication *La chronique des événements récents*.

Pourtant, la Constitution de votre pays garantit expressément les libertés individuelles, de presse, de réunion, etc. A ce jour, aucun démenti n'a été apporté à la dépêche de l'AFP.

Nous tenons à vous faire part de notre émotion et de notre inquiétude. Notre attachement aux libertés démocratiques, notre conviction que l'arrestation de K. Loubarski ne peut que porter atteinte à la science, à la science en URSS en particulier, à la communauté scientifique internationale, nous conduisent à demander sa libération.

Nous vous demandons de recevoir une délégation d'entre nous pour vous exprimer en personne nos inquiétudes et notre exigence.

Croyez, Monsieur l'ambassadeur, à notre attachement aux droits et libertés démocratiques.

TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR SAUVER PIOTR YAKIR

La bataille pour la libération du militant communiste Piotr Yakir, champion du combat pour les droits démocratiques bafoués en URSS, a pris une place centrale lors du rassemblement des 28 et 29 octobre organisé à la Mutualité, à Paris, par le Comité. Pierre Broué a longuement retracé le combat mené par P. Yakir depuis son arrestation, à l'âge de quatorze ans, son long passage dans les camps de Staline, son activité d'historien militant et enfin d'animateur du groupe d'action pour les droits civiques. On lira dans ce bulletin les principaux extraits de cette communication.

Nombreux sont les orateurs qui sont revenus sur le cas de P. Yakir dont l'arrestation, comme le fait que l'on reste depuis le 21 juin sans aucune nouvelle, laissent craindre le pire. Les messages de Claude Roy, de Pierre Daix, d'Alfred Kastler que l'on pourra lire ici portent tous sur la lutte à déployer pour sauver Yakir.

Dans son discours d'introduction, Alain Challier, président du Comité devait d'ailleurs rappeler les démarches du Comité entreprises tant pen-

dant l'été que dès la rentrée pour faire libérer P. Yakir. Après que plus de mille lettres signées par des centaines de militants ouvriers de toutes tendances, par des démocrates aient été reçues par le Comité, celui-ci convoquait le 16 octobre une conférence de presse annonçant le dépôt, pour le jeudi 19 octobre, des nombreuses lettres recues, à l'Ambassade soviétique à Paris.

Malgré le silence de la grande presse en France, qui rejoint l'inquiet silence des autorités soviétiques sur le sort actuel de Piotr Yakir, lettres, résolutions, signatures ont continué à affluer au Comité à la veille même de la constitution de la délégation.

Le 19 octobre, alors qu'elle était encore à plus de deux cents mètres de l'Ambassade soviétique, la délégation du Comité, soutenue par le Parti socialiste, fut stoppée par un cordon d'agents en uniformes et ne put remplir sa mission. Les policiers en civils présents assurèrent aux délégués du Comité que l'Ambassade soviétique ne recevait jamais personne

pour remettre un pli et qu'il n'y avait qu'à utiliser la poste pour cela.

La délégation prit acte du refus des services de M. Abrassimov de recevoir les représentants du mouvement ouvrier et des démocrates de plus en plus émus par le sort réservé en URSS au militant Piotr Yakir et à ses camarades. Le communiqué de presse publié dans la soirée qui relatait les faits et s'élevait contre l'atteinte ainsi portée aux libertés démocratiques en France fut, tout autant que la conférence de presse du 16 octobre, ignoré par la grande presse.

Le rassemblement des 28 et 29 octobre a démontré que la conspiration du silence serait brisée. Déjà d'ailleurs des délégations, certes non annoncées par conférence de presse, se sont rendues à l'Ambassade d'URSS pour exiger la libération de P. Yakir et de ses camarades. De nouvelles initiatives se préparent, avec l'appui des syndicats ouvriers et enseignants, car des milliers de travailleurs, de militants et de démocrates ont déclaré les 28 et 29 octobre ne pas relâcher un instant leur effort pour sauver Yakir.

Pierre Broué : « Le combat de P. Yakir »

Depuis six ans nous parvenons d'Union Soviétique, à travers mille difficultés et de façon parfois obscure, des informations sur le combat que mènent, au nom du socialisme, pour les droits démocratiques, des hommes de tout âge et de toute condition. Leurs noms sont parfois des noms inconnus que nous apprenons à connaître et à respecter, vieux militants comme Alexis Kostérine — dont la fille Nina est à l'Union Soviétique ce que la

petite Anne Frank est à l'Europe occidentale, victime, comme elle, de la barbarie nazie — ou encore Piotr Grigorenko, hommes mûrs comme Ivan Iakhimovitch ou Iouri Daniel, jeunes hommes comme Iouri Galanskov ou Vladimir Boukovsky. D'autres portent des noms très connus, des noms de vieux-bolcheviks, compagnons de Lénine et Trotsky : ainsi Pavel Litvinov, ce jeune assistant de physique dont le grand-père était l'un des

compagnons de Lénine et fut longtemps commissaire du peuple aux affaires étrangères, ainsi Piotr Yakir, dont le nom est connu de tous les soviétiques. C'est de Piotr Yakir que nous allons parler parce qu'il est le vivant symbole d'un combat, celui du peuple soviétique pour ses droits, mais aussi un enjeu, celui de notre combat pour le socialisme, un socialisme qui ne peut avoir un visage inhumain.

Piotr Yakir est né en 1923. Il avait tout juste 14 ans quand, avec des copains de son âge, il amassait un trésor de guerre afin de partir clandestinement se battre en Espagne. Le pot aux roses découvert, son père lui explique que pour le moment il doit s'instruire pour devenir un vrai communiste. Il décide alors d'entrer aux Jeunesses communistes et a, là-dessus, une longue conversation avec ses camarades et son père. Trois jours plus tard, en juin 1937, son père est arrêté. Il sera exécuté.

Il a raconté dans la première partie de ses mémoires, *Une enfance russe*, le récit de ses quatre premières années de prison et de camp. Cet enfant et sa mère ont été en effet arrêtés, considérés comme co-responsables du « crime » reproché à Iona Yakir, et exilés. Piotr, bientôt a été condamné à cinq ans pour avoir constitué une « bande contre-révolutionnaire ». Mais cet enfant s'est révélé digne des qualités de combattant de son père : il n'a jamais baissé la tête, n'a jamais cessé de lutter, d'organiser ses camarades, leur résistance à une oppression inhumaine, par tous les moyens. Il s'est évadé à plusieurs reprises, a organisé des manifestations, conduit plusieurs grèves de la faim victorieuses contre ses geôliers, pratiqué l'exemple du courage.

L'enfant Yakir est un homme, car il se bat. Il se bat car il est conscient, ne nourrit pour sa part aucune illusion sur Staline et le stalinisme. Il a fait sienne la règle de conduite que lui a enseignée un médecin détenu qu'il appelle son « père spirituel », Sergel. Fiodorovitch Préobrajensky : « Réfléchissez à ce que vous voyez autour de vous, observez, essayez de comprendre ».

Il observe, il essaie de comprendre, il réfléchit, il travaille et s'instruit autant qu'il le peut. Il ne cesse de combattre.

Pour la vérité historique

Nous ne savons rien de la vie de Piotr Yakir entre 1942 — où il fut libéré pour quelque temps — et 1956 : vraisemblablement, il a connu environ un an et demi de demi-liberté, puisqu'il a effectué un total de dix-sept années de prison entre 1938 et 1956. Nous savons qu'il a été libéré peu avant la réhabilitation de son père, mais qu'il « travaillait » en 1961 à Alma-Ata, au Kazakhstan (...).

C'est peut-être à la suite d'une entrevue avec Khrouchtchev que Piotr Yakir a été autorisé à revenir à Moscou et à y travailler à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Un livre est paru en 1963 consacré à son père : c'est lui qui en était l'auteur (...)

En tout cas, si l'on en juge par les informations dont il fait état dans ses écrits, Piotr Yakir a mis à profit ses années qu'il a passées comme chercheur à l'Institut d'Histoire pour se renseigner, amasser documents et informations sur les crimes de Staline, en un mot apprendre

pour se battre. Au début de 1966, avec quelques jeunes historiens, il se voit refouler à l'entrée d'une réunion-débat entre historiens et dirigeants consacrée à l'examen du projet du volume III de l'*Histoire du P.C.U.S.*, et son camarade Petrovski, lui aussi fils et petit-fils de vieux bolchevik, proteste contre cette mesure d'exclusion. Le 16 février, en tout cas, dans la même enceinte, il participe au débat consacré au livre d'Alexandre Nekritch, 22 juin 1941, et intervient avec fermeté : « Certains ont parlé du « camarade Staline ». C'est une formule impropre. Staline n'a été le camarade de personne, et surtout pas le nôtre ».

Puis il rappelle à quel point la terreur stalinienne a affaibli et désorganisé le potentiel et le dispositif de défense de l'Union soviétique, la privant de ses meilleurs chefs et techniciens et facilitant du même coup l'agression hitlérienne.

Combattant de l'histoire, mais aussi militant, il est quelques semaines après l'un des signataires et sans aucun doute des organisateurs d'une protestation adressée au présidium du XXIII^e congrès par dix-huit historiens : l'un de leurs collègues, Douvakine, a été révoqué par le doyen de la Faculté des Lettres parce qu'il a déposé en faveur des accusés au procès de Siniavski et Daniel. La démarche porte ; quelques semaines après, Douvakine est réintégré. Yakir sait que le combat peut être victorieux. Il continue (...).

Un militant inlassable

C'est apparemment en 1966 qu'il a rencontré Alexis Kostérine et s'est lié à lui, de même que Grigorenko, bolchevik de la génération qui les sépare. Kostérine, lui, est un vieux bolchevik, militant du parti en 1916, à 20 ans, combattant de la guerre civile, journaliste et écrivain, qui a purgé 18 ans dans les prisons stalinienne, notamment au camp de Kolyma, a été réintégré dans le Parti, exclu, puis à nouveau réintégré avant d'être à nouveau exclu. De cet homme qu'il admire, qu'il aime, et à qui il voudrait rassembler, de ce militant qui incarne à ses yeux « la génération vigoureuse des hommes d'Octobre » et mérite pour cela la haine des pharisiens et des petits-bourgeois, il nous dit, comme Grigorenko, qu'il était un « bolchevik-léniniste » — le terme même par lequel se désignaient les partisans de l'opposition de gauche — et nous livre son testament politique : « J'ai enfin compris que le marxisme-léniniste avait été enterré dans notre pays et que le parti de Lénine était anéanti. La seule alternative à ce régime et au « socialisme » stalinien, c'est le socialisme marxiste-léniniste, épuré de la boue, régénéré et se développant dans la liberté ».

En 1968, lorsque sont jugés à Moscou Alexandre Guinzbourg et Iouri Galanskov, coupables d'avoir fait connaître au monde la vérité sur le procès de Siniavski et Daniel, Piotr Yakir, qui s'est d'abord opposé à toute manifestation de rue de type aventuriste, est présent devant le tribunal à qui il a demandé d'accéder à la salle d'audience en qualité d'ami des accusés. Il est refoulé avec les autres, signe de son nom une protestation contre le caractère illégal de la mesure, contraire à la Constitution. Au lendemain de la condamnation des jeunes intellectuels, il est des 78 qui protestent fermement, affirmant que le procès s'est déroulé dans des conditions d'illégalité, que la police y est intervenue en employant la provocation et les aveux extorqués à un accusé, exigeant la révision du procès. En février, avec ses amis Ilya Gabai et Iouri Kim, il adresse aux « représentants de l'art, de la science et

de la culture en Union soviétique » une lettre protestant contre le retour au stalinisme qui s'annonce dans tous les domaines. En mars, avec Kostérine, Grigorenko, Litvinov, il est des « 12 » qui s'adressent au présidium de la conférence des P.C. à Budapest pour souligner les violations de la légalité, l'arbitraire des interventions du K.G.B. et des décisions de « justice », l'utilisation comme moyen de répression de l'internement en asile psychiatrique, les conditions de détention.

Il est surveillé de très près, constamment espionné, son courrier intercepté ou confisqué, ses conversations téléphoniques écoutées ou perturbées, ses déplacements suivis par des agents du K.G.B. : on le soupçonne déjà d'être l'un des organisateurs de la publication clandestine insaisissable, la *Chronique des événements récents*, qui rassemble et publie en dépit de tout, les informations sur la littérature samizdat, le combat pour les libertés démocratiques, la répression qui s'abat sur les militants. On sait qu'il fait partie du groupe — et même de l'état-major — des militants qui multiplient les adresses de sympathie à l'égard des communistes du printemps de Prague, mettent en garde les autorités soviétiques contre une éventuelle intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Après le 21 août, les autorités s'affolent : le 25 août Yakir est arrêté dans la rue, détenu et interrogé. Mais la manifestation a lieu Place Rouge, avec Larissa Bogoraz-Daniel et Pavel Litvinov. Yakir est à nouveau interrogé comme « témoin » : les enquêteurs lui assurent qu'il savent qu'il est « l'organisateur » de la manifestation. Il est solidaire de ses amis, mais il n'était pas Place Rouge, et il est donc remis en liberté. Il en profite pour organiser la protestation contre le procès des courageux militants qui ont dressé leur banderole : « *Bas les pattes devant la Tchécoslovaquie socialiste !* ». En octobre, il est à la tête des signataires d'une protestation contre ce procès politique qui, une fois de plus, viole la Constitution de son pays, comme en mars il sera le premier à prendre la défense d'Ivan Iakhimovitch, arrêté pour son action en faveur des communistes tchécoslovaques, puis, plus tard, celle de Grigorenko. Entre-temps, dans une lettre ouverte à la revue *Kommunist*, il a demandé l'ouverture d'une action pénale contre Staline, rappelant ses crimes les plus connus et les mieux établis dans un réquisitoire serré auquel ne manquent ni passion ni ironie. Le 21 août, il signe, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie, un manifeste qui proclame que cette intervention constitue une « *décision qui menace l'avenir du socialisme* ».

Litvinov, Iakhimovitch, Larissa Daniel, Martchenko, Grigorenko et bien d'autres sont en prison ou en « hôpital psychiatrique ». Yakir et sa femme, Valentina Savenkova, ont perdu leur emploi, leur fille, Irina Yakir, a été exclue des J.C. et de l'université. Il continue son combat, fonde en mai 1969 le « *Groupe d'initiative pour la défense des droits civils* », continue à adresser des lettres ouvertes, comme au XXIV^e congrès du parti, en mars 1971, à défendre ouvertement ses opinions, participant, avec ses camarades, à la défense victorieuse du biologiste Jaurès Medvedev, malgré les divergences qui le séparent de l'animateur de cette campagne, l'historien réformiste Roy Medvedev. Le cercle se resserre autour de lui : on ne se contente plus de l'épier, de le filer, de lui tendre des pièges et de monter contre lui des provocations. On intimide ses visiteurs, en tentant de faire le vide autour de lui, en inquiétant les journalistes étrangers qui le rencontrent : on perquisitionne, on l'interroge longuement. En vain. La *Chronique des événements récents* continue à paraître et Piotr Yakir continue à se battre, inattaquable dans le cadre de la constitution. La bureaucratie hésite : arrêter un ancien déporté, surtout quand il a

été réhabilité avec tant d'éclat, arrêter le fils d'une des plus prestigieuses victimes bolcheviques de Staline, c'est un pas important, décisif peut-être, dangereux en tout cas. Le 21 juin 1972 enfin, on se décide : Piotr Yakir est arrêté. Depuis, aucune nouvelle n'a filtré sur son sort. Il entame sa dix-neuvième année de prison.

Il est évident que la biographie de cet homme parle par elle-même. Pourtant, depuis quelque temps, court dans les milieux dits « bien informés » des émigrés récents le bruit que certains occidentaux se tromperaient lourdement en prenant Yakir pour un communiste authentique, que son « communisme » ne serait qu'une « couverture » commode, un bouclier à l'abri duquel il combattrait non seulement le régime stalinien et post-stalinien, mais... le communisme lui-même. L'argument parle de lui-même et l'information sent à plein nez la provocation. Nous y répondrons cependant, car il n'est pas un effort qui soit inutile pour faire comprendre et pour populariser la lutte d'un homme comme lui, pour le défendre et pour le sauver.

Nous disons d'abord qu'un homme qui a payé et qui paie son courage d'affirmer ses idées d'années de prison — presque la moitié de sa vie — et sans doute pire encore, mérite l'élémentaire respect qui commande de croire ce qu'il dit et pourquoi il est frappé. Pour nous, les idées de Piotr Yakir sont celles qu'il exprime dans les textes qu'il signe.

Le « champion de la vérité »

Pour lui-même, pour ses compagnons, Piotr Yakir est d'abord, comme le dit Ivan Iakhimovitch avant d'être arrêté, le « *champion de la vérité* ». Et la vérité pour cet homme, depuis qu'il a, à quatorze ans, connu les prisons et les massacres d'innocents, c'est que Staline est un criminel, « *l'assassin de centaines de milliers d'êtres, l'organisateur des tortures et des supplices* », le responsable des arrestations et exécutions en masse, de l'affaiblissement de la capacité militaire de l'U.R.S.S., de ses défaites de 1941, des souffrances indicibles infligées pendant cette guerre non préparée au peuple soviétique. C'est pour cela que Piotr Yakir a commencé son combat sur le terrain de l'Histoire : c'est dans la falsification de l'histoire, dans la déformation du bolchevisme, du léninisme, que le stalinisme cherche encore aujourd'hui à abuser le peuple soviétique, à lui dissimuler son passé, à l'empêcher de renouer avec la tradition d'Octobre (...).

Mais il ne s'agit pas de se battre seulement pour la vérité historique au sens académique du terme. La lutte contre les crimes de Staline, pour le châtiment, même postume du criminel et de ses complices, est, à ses yeux, un instrument de lutte contre le régime policier infligé par lui et par ses successeurs aux travailleurs d'Union soviétique et des peuples aujourd'hui contrôlés par les maîtres du Kremlin. Yakir dénonce sans relâche la « *surveillance quotidienne et multiforme* », le régime policier, les persécutions du K.G.B., des tribunaux aux ordres, des psychiatres — en uniforme — des « *pharisiens, des fanatiques et des petits-bourgeois* » qui oppriment le peuple soviétique, étouffent toute démocratie, défigurent le « *nom immortel de Lénine* » (...).

Il aime et estime Alexis Kostérine parce que ce dernier, bolchevik-léniniste de la génération d'Octobre 1917, est le seul à n'avoir pas perdu la foi qui animait les hommes de sa génération, la foi dans le commu-

nisme, c'est-à-dire dans « l'Octobre mondial », et c'est dans le monde à tous ceux qui sont pour lui les « soldats du rang de la révolution » qu'il s'adresse quand il écrit : « La renaissance du passé met en cause les idées du communisme ; jette le discrédit sur notre système. (...) »

Il est sans doute le premier citoyen soviétique, de la génération née après la révolution d'Octobre, à avoir clairement compris que le stalinisme, que les attentats aux libertés démocratiques, le régime policier en U.R.S.S. sont en réalité une aide apportée à l'impérialisme et à l'oppression, à l'exploitation de l'homme par l'homme (...).

Allant jusqu'au bout de sa pensée, il montre combien il a saisi profondément ce qu'est l'internationalisme prolétarien, quand, liant la répression à l'Est et celle qui s'abat sur les militants dans les régimes les plus réactionnaires du monde impérialiste, il affirme : « Nous ne voulons qu'une seule chose, que notre peuple ait le droit moral de protester contre la condamnation de Theodorakis. »

Et, finalement, il est possible de résumer la pensée de Yakir à travers ces principes qu'énumère la lettre des enfants de militants communistes de 1967 : fidélité à Lénine, démocratie la plus large, direction collective, auto-direction de la société (...).

Frapper Yakir, c'est frapper le socialisme

Tous ceux qui sont ici pensent, comme lui, qu'il ne saurait exister un socialisme qui aurait un visage « inhumain » — que le vrai socialisme ne saurait être qu'humain et très démocratique. Tous ceux qui sont ici ont compris, je l'espère, que Piotr Yakir a raison quand il affirme qu'on ne peut à la fois lutter pour la libération des prisonniers des colonels grecs — nous pourrions ajouter, de ceux de Franco, d'Angela Davis hier, des victimes quotidiennes de la barbarie impérialiste au Vietnam — si l'on est solidaire des bourreaux, des geôliers, des policiers et des policiers-psychiatres de Moscou et de Prague. Certains ne partagent pas les vues « extrémistes » selon Medvedev de Yakir et de Grigorenko, mais se prononcent, avec Medvedev pour le pluralisme des partis en régime socialiste, la liberté d'expression et d'organisation des courants socialistes, la démocratisation de la gestion de l'économie, la fin de l'arbitraire policier et de la censure en matière artistique et littéraire, l'établissement de nouveaux rapports entre les différents partis communistes, etc. Les uns et les autres pensent en définitive — quelles que soient entre eux les divergences —, comme Medvedev, que « la propagande bourgeoise s'alimente davantage à notre silence sur les crimes de Staline qu'à la publication de témoignages véridiques ». Tous ici donc doivent se battre pour la vérité sur Piotr Yakir, « champion de la vérité » (...).

Quand Yakir est frappé, c'est le socialisme qui est frappé, le socialisme dans le monde, les combattants pour le socialisme dans notre propre pays — et c'est M. Marcellin qui peut se permettre d'évoquer les hôpitaux psychiatriques et de dire, qu'en France, on ne traite pas ainsi les opposants, ce qui est un comble. Refuser de défendre Yakir, c'est donner des armes à Marcellin !

En 1970, prévoyant ce qui allait lui arriver, tôt ou

tard, Piotr Yakir déclarait à un journaliste étranger : « Nous serons probablement arrêtés, les autorités n'ont que faire de ceux qui les critiquent. Mais ce qui est important, c'est qu'il est maintenant impossible de faire marche arrière. Quand nous ne serons plus là, d'autres viendront. Ils sont déjà beaucoup. De nombreux jeunes, et tous ceux qui, en Union soviétique, réfléchissent sur ce qu'ils voient, ne reviendront jamais à ce qui fut. On peut nous battre, on peut nous tuer même, mais on continuera à penser comme on l'entend. »

Ce n'est pas ici l'individu qui parle, mais le militant, l'homme qui sait qu'il n'est qu'un parmi des millions, et qu'on n'a raison qu'avec des millions d'hommes, qu'on ne peut vaincre qu'avec des millions d'hommes, mais que pour cela, il faut commencer par se battre, même si on est seul, même si on n'est qu'une poignée, qu'on soit dans une colonie de pionniers, en prison, dans un camp, ou à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences. Mais qu'à partir du moment où l'on se bat dans le sens de l'histoire, dans le sens auquel aspirent ces millions et ces millions d'hommes, on devient invincible, car on peut être détruit personnellement, d'autres prendront votre place et vos idées seront devenues des forces matérielles en s'emparant des masses.

C'est ce que disait en avril dernier, deux mois avant son arrestation, Piotr Yakir à David Bonavia : « S'ils me rouent de coups, je dirai peut-être n'importe quoi. Je le sais par mon expérience de déporté. Mais vous devez savoir que ce ne sera pas alors le vrai Yakir qui aura parlé. Et rappelez-vous encore une chose : jamais en aucune circonstance, je ne me laisserai aller au suicide. Et s'ils affirment pourtant que j'ai mis fin à mes jours, alors vous saurez que l'on m'aura assassiné. »

Camarades, il s'agit du combat de Piotr Yakir. Il s'agit de notre combat, il s'agit du combat pour le socialisme, pour arracher l'humanité à la barbarie, pour changer la vie et pour changer le monde. On ne peut pas être un combattant du socialisme et admettre que Piotr Yakir soit aujourd'hui de nouveau entre les mains de bourreaux, de nouveau roué de coups, de nouveau menacé de mort, parce qu'il est resté fidèle à son bolchevik de père, assassiné, à Lénine, à la Révolution d'Octobre, à son ami Kossérine et au bolchevisme.

On ne saurait admettre ce crime contre le socialisme à moins qu'on ne haïsse le socialisme et qu'on le combatte. Ceux qui sont pour le socialisme — qu'ils s'intitulent socialistes-réformistes, social-démocrates, communistes, trotskyste, maoïstes, ou que sais-je encore — ne sauraient admettre un tel crime. Le courage qui leur est demandé par Piotr Yakir, c'est celui de dire la vérité, de combattre pour que le visage lumineux du socialisme ne soit plus souillé par de tels crimes. Ce courage, ce dévouement, votre aide politique, matérielle, votre confiance, vous les donnerez à Piotr Yakir, un des meilleurs enfants de notre siècle de guerres et de révolutions, afin que ses idées vivent dans des millions d'hommes et deviennent une force irrésistible.

N'oubliez pas de vous abonner au Bulletin
du Comité - 1 an (5 numéros au moins) :
10 F - A verser au C.C.P. Alain CHALLIER
31.547-74 LA SOURCE 45

« Je suis avec vous, avec Yakir et Grigorenko »

Camarades,

J'ai été bouleversée, hier, quand Pierre Broué nous a parlé de Pierre Yakir. J'ai bien connu son père.

Je savais ce que cela voulait dire quand Staline l'a fait assassiner.

Ludwig n'était encore qu'un jeune homme quand, pendant la première guerre mondiale, il est devenu militant socialiste. Il a été l'un des premiers communistes de Pologne. Il a servi ensuite au Komintern dans l'appareil légal, menant le dur combat d'un révolutionnaire professionnel, notamment en Allemagne en 1923, où il assurait la protection des délégués du parti russe venus clandestinement.

Ensuite et pour échapper à l'irrespirable atmosphère des luttes fractionnelles, il a demandé à servir dans l'Armée rouge, dans les renseignements militaires, un travail dans lequel il mettait toute sa conscience de militant et toute sa foi de communiste.

Il était en mission à l'étranger

quand Trotsky a été exclu puis exilé. Il a ressenti douloureusement la nouvelle et compris, dès ce moment, que Staline était le fossoyeur de la révolution, mais il a continué à servir l'Union Soviétique, à son poste.

En 1928, il a été décoré de l'ordre du Drapeau rouge, la plus haute décoration. Il ne l'a portée que le 1^{er} mai. Un de nos amis lui a dit : « C'est parce que tu as eu ce petit truc rouge qu'ils le tueront un jour. » Ludwig disait : « Il n'y a plus de Parti. C'est fini ! »

Après le premier procès de Moscou, quand, par ses fonctions mêmes, il a appris que Staline se préparait à liquider toute la génération des vieux bolcheviks, à étrangler la révolution espagnole et à assassiner ses militants, Ludwig, le compagnon de ma vie, a pris une décision, celle de prévenir Trotsky et les militants menacés de rompre avec le stalinisme, de tout recommencer en luttant pour construire la 4^e Internationale.

Il me l'a dit : je l'ai approuvé.

Il m'a demandé si j'acceptais les conséquences de cette décision qu'il prenait en toute conscience. Je lui ai répondu que j'acceptais, moi aussi en toute conscience, sa décision et ses conséquences.

Quelques semaines après Ludwig était assassiné : on retrouvait son corps criblé de balles dans un chemin de campagne.

Camarades, j'ai demandé à Pierre Broué de lire ma déclaration. Vous devez m'excuser. Il ne me serait pas possible de parler : j'ai vécu ces années terribles, mais je voulais vous dire que je suis avec vous, avec Yakir, avec Grigorenko, avec tous les emprisonnés de Moscou et de Prague, dans le combat que Ludwig a payé de sa vie, comme tant d'autres. Et c'est pourquoi j'ai demandé que soit lue, ici, une lettre de Ludwig, sa dernière lettre, celle qui lui a coûté la vie mais par laquelle il est pour toujours des nôtres et avec nous, ici.

La voici, extraite du livre que j'ai écrit sur lui, pour vous, *Les Nôtres* :

La dernière lettre de Ignace Reiss

(adressée à Staline le 17 juillet 1937)

La lettre que je vous écris aujourd'hui, j'aurais dû vous l'écrire depuis longtemps déjà, le jour où les « Seize » furent massacrés dans les caves de la Loubianka sur l'ordre du « Père des Peuples ».

Je me suis tu alors. Je n'ai pas élevé la voix non plus pour protester lors des assassinats qui ont suivi, et ce silence fait peser sur moi une lourde responsabilité. Ma faute est grande, mais je m'efforcerai de la réparer, et de la réparer vite afin d'alléger ma conscience.

Jusqu'alors j'ai marché avec vous. Je ne ferai pas un pas de plus à vos côtés. Nos chemins divergent ! Celui qui se tait aujourd'hui devient le complice de Staline et trahit la cause de la classe ouvrière et du socialisme !

Je me bats pour le socialisme depuis l'âge de vingt ans. Sur le seuil de la quarantaine, je me veux pas désormais vivre des faveurs d'un Ejov.

J'ai derrière moi seize années de travail clandestin. C'est quelque chose, mais il me reste assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de « tout recommencer », de sauver le socialisme. La lutte s'est engagée il y a longtemps déjà. Je veux y prendre ma place.

Le tapage organisé autour des aviateurs qui survolent le pôle vise à étouffer les cris et les gémissements des victimes torturées à la Loubianka, à la Svobodnaia, à Minsk, à Kiev à Leningrad, à Tiflis. Ces efforts sont vains. La parole, la parole de la vérité est plus forte que le vacarme des moteurs les plus puissants.

Les recordmen de l'aviation, il est vrai, toucheront les cœurs des ladies américaines et de la jeunesse des deux continents intoxiquée par le sport, plus facilement que nous n'arriverons à conquérir l'opinion internationale et à émouvoir la conscience du monde ! Que l'on ne se y trompe pourtant pas : la vérité se fraiera son chemin, le jour de la vérité est plus proche que ne le pensent les seigneurs du Kremlin. Le jour est proche où le socialisme international jugera les crimes commis au cours des dix dernières années. Rien ne sera oublié, rien ne sera pardonné. L'histoire est sévère : « le chef génial, le père des peuples, le soleil du socialisme » rendra compte de ses actes : la défaite de la révolution chinoise, le plébiscite rouge, l'écrasement du prolétariat allemand, le social-fascisme et le front populaire, les confidences à M. Howard, le flirt attendu avec Laval : toutes choses plus géniales les unes que les autres !

Ce procès-là sera public, avec des témoins, avec une multitude de témoins, morts ou vivants; ils parleront tous une fois encore mais cette fois pour dire la vérité. Ils comparaitront tous, ces innocents massacrés et calomniés et le mouvement ouvrier international les réhabilitera tous, ces Kamenev et ces Mratchkovski, ces Smirnov et ces Muralov, ces Drobni et ces Serebriakov, ces Mdivani et ces Okoudjava, ces Racovski et ces André Nin, tous ces « espions et ces provocateurs, tous ces agents de la Gestapo et ces saboteurs! ».

Pour que l'Union soviétique et le mouvement ouvrier international tout entier ne succombent pas définitivement sous les coups de la contre-révolution ouverte et du fascisme, le mouvement ouvrier doit se débarrasser de ses Staline et du stalinisme. Ce mélange du pire des opportunistes — un opportunisme sans principes — de sang et de mensonges menace d'empoisonner le monde entier et d'anéantir les restes du mouvement ouvrier.

Lutte sans merci contre le stalinisme!

Non au front populaire, oui à la lutte des classes! Non aux comités, oui à l'intervention du prolétariat pour sauver la révolution espagnole: telles sont les tâches à l'ordre du jour!

A bas le mensonge du « socialisme dans un seul pays »! Retour à l'internationalisme de Lénine!

Ni la II^e ni la III^e Internationale ne sont capables d'accomplir cette mission historique: désagrégées et corrompues, elles ne peuvent qu'empêcher la classe ouvrière de combattre; elles ne servent que d'auxiliaires aux forces de police de la bourgeoisie. Ironie de l'his-

toire: jadis la bourgeoisie puisait dans ses rangs les Cavaignac et les Gallifet, les Trepov et les Wrangel. Aujourd'hui, c'est sous la « glorieuse » direction des deux internationales que les prolétaires remplissent eux-mêmes le rôle de bourreaux de leurs propres camarades. La bourgeoisie peut vaquer tranquillement à ses affaires: partout règnent « l'ordre et la tranquillité »: il y a encore des Noske et des Elov, des Negrin et des Diaz. Staline est leur chef et Fauchtwanger leur Homère!

Non, je n'en peux plus. Je reprends ma liberté. Je reviens à Lénine, à son enseignement, à son action.

J'entends consacrer mes modestes forces à la cause de Lénine: je veux combattre, car notre seule victoire — la victoire de la révolution prolétarienne — libérera l'humanité du capitalisme et l'Union soviétique du stalinisme!

En avant vers de nouveaux combats pour le socialisme et la révolution prolétarienne! Pour la construction de la IV^e Internationale!

Ludwig (Ignace Reiss)
le 17 juillet 1937.

P. S. — En 1928, j'ai été décoré de l'Ordre du « Drapeau Rouge », pour services rendus à la révolution prolétarienne. Je vous renvoie cette décoration ci-jointe. Il serait contraire à ma dignité de la porter en même temps que les bourreaux des meilleurs représentants de la classe ouvrière russe. (Les *Izvestia* ont publié au cours des deux dernières semaines des listes de nouveaux décorés dont les fonctions sont passées pudiquement sous silence: ce sont les exécutants des peines de mort.)

Pierre Lambert : « Nous poursuivons le combat de I. Reiss »

Le témoignage d'Elsa, nous, jeunes trotskystes, nous l'avons reçu en 1937. Le monde est horrifié, la classe ouvrière internationale est stupéfaite. Tous les compagnons de Lénine et de Trotsky sont calomniés, tous ils s'abiment.

1937: Ignace Reiss rompt avec Staline et rejoint la IV^e Internationale.

Juin 1936, c'est la grève générale en France; juillet 36, la révolution espagnole commence. Juillet 1937: Staline assassine les bolcheviks, il veut casser le fil de la continuité du bolchevisme. Va-t-il gagner?

Ignace Reiss rompt avec Staline. Pour nous, jeunes trotskystes, la révolution russe est d'abord la première étape de la révolution internationale. La révolution espagnole n'est pas écartée. C'est l'époque où les Duclos, les Fajon, les Guyot applaudissent aux procès de Moscou.

Malgré l'acharnement meurtrier de Staline, non, il n'est pas minuit dans le siècle: Ignace Reiss témoigne que le fil n'a pas été rompu, que Staline ne peut briser les lois de l'histoire.

Reiss a compris le stalinisme. Mais une vieille militante brisée par le stalinisme accepte de jouer le rôle d'appât. Reiss est assassiné.

Aujourd'hui, jour après jour, nous voyons les mêmes provocations continuer contre nous.

Il s'agit de la nature de l'appareil stalinien, de cet appareil qui se camoufle derrière le togliattisme ou la prétendue « libéralisation ». Nous ne devons avoir aucune illusion.

En 1945, Staline apparaît au faite de sa puissance. C'est alors que Deutscher commence le travail de falsification du combat de Trotsky, travail qui sera poursuivi par tant d'autres. Mais, en 1946, à Moscou, un jeune étudiant fait paraître le premier *Samizdat*.

En 1953 éclate l'insurrection des travailleurs de Berlin-Est, tandis que la grève générale française du mois d'août affirme avec éclat l'unité mondiale de la lutte des classes. Puis c'est en 1956 la Pologne et la Hongrie où les ouvriers retrouvent, sans le connaître, le programme de la IV^e Internationale. En 1968 des millions de travailleurs et de jeunes constateront l'unité du Printemps de Prague et de la grève générale en France. L'histoire s'accélère. Il suffit ensuite de deux années pour que les ouvriers des ports polonais de la Baltique entrent en mouvement.

Et pourtant, nous ne devons nourrir aucune illusion. Il manque encore au prolétariat son parti. C'est dans cette voie que les militants cherchent une solution. Le 14^e congrès du parti communiste tchécoslovaque pose le problème: pour faire triompher la

Printemps de Prague, il faut un nouveau parti. Nous disons, nous trotskystes: c'est là un formidable pas en avant, bien que nous ne soyons pas en accord avec l'ensemble des résolutions du 14^e congrès.

Ce 14^e congrès, c'est la voie que va suivre le mouvement. Mais nous dirons à tous les militants que hors de la IV^e Internationale, il n'y a pas de salut. Si vous brisez l'unité mondiale de la lutte de classe et cherchez des solutions pays par pays, dans l'isolement, alors vous êtes battus.

Aujourd'hui, en France, beaucoup plus que les premiers pas ont été réalisés. L'OCI démontre qu'elle tend à avoir la capacité de lutter pour fonder le parti révolutionnaire de la révolution internationale du prolétariat, le parti de Reiss, de Ta Thu Thau, de Marcel Hic, qui fut secrétaire de notre organisation pendant la guerre et disparut dans les camps de concentration.

Nous allons, après ces journées, poursuivre la bataille dans les entreprises, les syndicats, les facultés, les lycées. Ce combat sera élargi. Il s'inscrit dans un seul et même combat pour l'unité ouvrière.

Nous libérerons Piotr Yakir et les emprisonnés tchécoslovaques. Et avec Ignace Reiss, nous affirmerons: « La vérité vaincra. »

Un ami de Piotr Yakir écrit au rassemblement

« A en juger par les journaux que vous m'avez fait parvenir, vous déployez une activité énorme et pleine d'abnégation pour sauver Yakir, Boukovsky. Ce dernier, accompagnant à l'aéroport un de mes amis qui partait pour Israël, lui déclara : « Vous partez vers le Sud et moi je pars vers le Nord ». Cinq jours plus tard, on arrêtait Boukovsky.

« Hélas, pour le moment, je ne connais qu'un seul et unique cas où nous ayons pu sauver l'un de nos amis politiques par la force de l'opinion publique. Il s'agit de la libération de Jaurès Medvedev de l'hôpital psychiatrique. J'ai pris moi-même une part non négligeable à cette affaire, mais nous n'aurions jamais rien obtenu si nous n'avions pas réussi à « dégeler » les physiciens atomistes les plus éminents et autres académiciens qui ont décroché leur téléphone et appelé les « sommités », les dirigeants du gouvernement soviétique.

« Il n'y a hélas pas d'autres cas ; cependant cela ne signifie naturellement pas qu'il faille baisser les bras et je vous exprime en mon nom et au nom de mes camarades une chaleureuse reconnaissance. »

(Cette lettre d'un ami de Yakir a été envoyée spécialement pour être lue au Rassemblement des 28 et 29 octobre.)

M^e Yves Dechezelles " nous avons l'espoir que le combat aboutira "

M Yves Dechezelles, avocat à la Cour prend la parole pour rappeler le long combat mené par le mouvement ouvrier en France pour l'indépendance de l'Indochine, puis de l'Algérie, soulignant que « la bataille contre le colonialisme doit continuer de plus belle ».

Déclaration d'Alfred KASTLER

Le 20 mai 1969, le Groupe d'Action pour la défense des droits civiques en URSS lançait un appel public commençant par ces mots :

« Nous, soussignés, sommes profondément ébranlés par les persécutions politiques continuelles qui ravagent l'Union Soviétique et nous y voyons le signe d'un retour aux temps de Staline, au temps où notre pays tout entier était pris dans l'étau de la terreur... » et dénonçant les violations de l'article 125 de la Constitution soviétique, héritage de la révolution d'Octobre 1917.

Fin juin 1972, les membres encore en liberté de ce groupe annonçaient l'arrestation à Moscou de Piotr Yakir, membre du PCUS, par la police soviétique (le KGB), pour prétendues « agitation et propagande antisoviétiques ».

Ainsi, réclamer l'ouverture d'une action pénale contre Staline au titre des articles 64, 68-17, 74, 88-1, 88-2, 102-17, 107, 113-17, 126-17, 130, 131, 170, 171, 229, 230 et 247 du Code Pénal de la RSFSR constitue un délit « d'agitation et de propagande antisoviétiques ».

Ainsi réclamer l'application et le respect de l'article 125 de la Constitution soviétique, qui stipule :

« Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de renforcer le régime socialiste, la loi garantit aux citoyens de l'URSS :

- a) la liberté de parole,
- b) la liberté de presse,
- c) la liberté de réunion et de meetings,
- d) la liberté de cortèges et de manifestations de rue,

« Ces droits des citoyens sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations d'imprimeries, de stocks de papier, des édifices pu-

blics, des rues, des postes et télécommunications et autres conditions matérielles nécessaires à l'exercice de ces droits ».

constitue un délit « d'agitation et de propagande antisoviétiques ».

Il s'agit là d'une violation des droits de l'homme et du citoyen, de la Constitution soviétique. La police soviétique, en arrêtant Yakir, renoue avec les procédés des procès truqués de Moscou qui ont conduit des centaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels, de militants socialistes et communistes à la mort ou à la déportation. Cette fois-ci, on ne verra pas s'avancer avec notre consentement silencieux une nouvelle année 1937. Nous réclamons aux autorités soviétiques la libération immédiate des Piotr Yakir, conformément aux droits civiques garantis par la Constitution de l'URSS (article 125).

Leurs travaux et leur liberté, sinon leurs vies, sont en danger.

Nous rappelons que c'est grâce à une campagne internationale de solidarité que les journalistes Pachman et Ochetto viennent d'être libérés.

Aussi demandons-nous aux autorités et personnalités scientifiques de tous les pays d'œuvrer par leur action à la libération de Piotr Yakir.

Nous décidons de soutenir l'action du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est pour envoyer en URSS une délégation d'avocats et de juristes chargée de la défense de Yakir.

Alfred KASTLER,
de l'Académie des Sciences,
ainsi que d'autres professeurs
de la Faculté des Sciences
de Paris VI et VII.

« On nous dit : ne craignez-vous pas que votre lutte contre la répression à l'Est de l'Europe et en U.R.S.S. ne soit une aide à l'impérialisme ? Mais où sont-ils les soviets ? Il s'agit bien d'un même combat contre le capitalisme et pour les libertés ouvrières et démocratiques en Europe de l'Est. »

S'élevant contre ceux qui osent condamner Soljenitsyne, l'orateur s'écrie : « Non l'œuvre de Soljenitsyne n'est pas réactionnaire. Qui est responsable de la coupure entre Soljenitsyne et le monde ? »

« Par les procès monstrueux et moyen-âgeux qu'ils organisent, ceux-là ont donné de leur faux socialisme une image repoussante.

« Mais il y a une prise de conscience dans l'ensemble des pays et surtout dans la jeunesse ouvrière et intellectuelle. Le Samizdat l'atteste en U.R.S.S., et soutient l'espoir d'une prochaine restauration des libertés ouvrières et démocratiques à l'Est de l'Europe. Vive le socialisme, vive la révolution. »

**Comité pour la libération immédiate
des emprisonnés politiques dans les
pays de l'Europe de l'Est**

**Après les procès de Prague, l'arrestation de
Yakir, la mort de Galanskov :**

**LETTRE AUX MILITANTS
ET RESPONSABLES DU P.C.F.**

Camarades,

Les 28 et 29 octobre s'est tenu à Paris, à l'initiative de notre Comité, le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est, un rassemblement contre la répression frappant aujourd'hui, en URSS et en Tchécoslovaquie en particulier, des militants et des intellectuels qui se réclament du socialisme.

Plus de 2 500 travailleurs, intellectuels et jeunes, des militants de toutes les tendances du mouvement ouvrier, ont suivi avec attention et passion les contributions et les exposés qui portaient sur les conditions de cette répression, sur ses causes, sur les moyens de la faire reculer.

SOUS LE SIGNE DE L'UNITE

Non seulement ces journées ont témoigné de l'émotion de l'opinion ouvrière et démocratique devant des faits d'autant plus inadmissibles qu'ils sont commis au nom du socialisme, mais — et c'est là le plus important — elles se sont déroulées sous le signe de l'unité.

Par leurs interventions ou par leurs messages, des militants des organisations syndicales CGT, CGT-FO, FEN, CFDT, des représentants des partis ouvriers comme Robert PONTILLON, membre du Comité directeur du Parti Socialiste et parlant au nom du Parti Socialiste, Pierre LAMBERT parlant au nom de l'OCI pour la reconstruction de la 4^e Internationale (trotskyste), des intellectuels comme Pierre DAIX et Claude ROY, des hommes de science comme le professeur Paul MILLIEZ, le professeur AYME, se sont retrouvés, par-delà la diversité des opinions, pour affirmer la nécessité du combat commun contre des faits qui sont une atteinte à la cause du socialisme.

Pourtant, il manquait un maillon à la chaîne de l'unité : votre Parti.

Certes des militants du PCF ont participé à ces journées, mais à titre individuel. Comme organisation, le PCF était absent de cette assemblée où tendait à se réaliser, sur un point, le Front unique de toutes les organisations et tendances, à travers un débat démocratique portant sur les problèmes les plus vitaux de la lutte pour le socialisme.

LES FAITS SONT CONNUS

Pourquoi ?

Les faits sont pourtant connus. Nous n'en rappellerons ici que quelques-uns.

Le 21 juin 1972, le Comité pour la Sécurité d'Etat (KGB) arrêtait à Moscou Pierre YAKIR, fils du général YAKIR, membre du Comité Central du Parti communiste de l'URSS, fusillé sur ordre de Staline

et réhabilité vingt ans après. Depuis lors on est sans nouvelles de Pierre YAKIR, qui fut déjà lui-même déporté pendant dix-sept ans dans les camps de Staline. Il est le fondateur du groupe d'initiative pour les droits civiques qui combat pour le respect de la Constitution soviétique et qui, face aux attaques dont il était l'objet, définissait ainsi le sens de son action : « Qualifier notre activité d'anti-soviétique, c'est affirmer que la violation des droits de l'homme découle de la nature même du régime soviétique. » C'est dire que c'est comme défenseur des dispositions démocratiques contenues dans la Constitution soviétique que YAKIR est frappé.

Quelques semaines plus tard, une commission d'experts décidait de maintenir six mois encore le général GRIGORENKO à l'hôpital psychiatrique spécial où il est interné depuis deux ans pour de prétendus troubles mentaux qui se manifestent, à en croire le diagnostic, par ses « idées de réforme sociale », c'est-à-dire par ses désaccords avec la politique menée par le gouvernement de BREJNEV et de KOSSYGUINE.

En même temps, à Prague et à Brno, les tribunaux de HUSAK ont condamné quarante-six accusés. Dans l'écrasante majorité des cas, ce sont des communistes et qui proclament hautement que c'est le communisme qu'ils défendent en refusant la « normalisation » imposée par la force des armes en Tchécoslovaquie. Parmi eux, trois membres du Comité Central du Parti communiste tchécoslovaque, régulièrement élus par le 14^e Congrès de ce Parti en août 1968, alors même que les armées du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie. C'est l'un de ces derniers, Alfred CERNY, qui affirmait dans une lettre ouverte à tous les partis communistes et ouvriers :

« Maintes fois nous avons entendu que seule la réaction mondiale se serait réjouie du renouveau démocratique du socialisme en Tchécoslovaquie. C'est le contraire qui est vrai : beaucoup de communistes, de socialistes, de progressistes ont salué le cours d'après janvier, convaincus qu'il renforçait la cause du socialisme. »

Les choses sont claires, ceux qui sont ainsi frappés ne font qu'exercer les droits démocratiques élémentaires formellement reconnus par les Constitutions de leurs pays : ils combattent politiquement, par la parole et par l'écrit, au nom du socialisme, pour le socialisme.

Ce qui renforce encore la nécessité d'une intervention immédiate du mouvement ouvrier mondial, c'est la tentative de développer cette répression dans l'ombre et le silence. Au mépris des lois, les procès en Tchécoslovaquie se déroulent à huis clos. Le silence le plus absolu pèse sur le sort de YAKIR depuis son arrestation. Le général GRIGORENKO est enterré vivant dans un asile.

On ne peut en tirer qu'une conclusion : c'est que laisser la voix des emprisonnés s'élever serait un réquisitoire impitoyable contre les accusateurs.

NE PAS ATTENDRE

Lorsque l'an dernier Roland LEROY se rendit à Prague, HUSAK lui déclara : « Il n'y a pas, et il n'y aura pas en Tchécoslovaquie aucun procès, aucune arrestation pour des faits politiques remontant aux années 1968 et 1969. Il n'y a pas et il n'y aura pas en Tchécoslovaquie aucun procès, aucune arrestation pour des raisons d'opinion. »

Mais, camarades, lors des monstrueux procès qui en 1937 et 1938 décimèrent la vieille garde bolchevique, livrant au bourreau la majorité des membres du Comité central de LENINE (procès dont depuis le 22^e Congrès du PCUS tenu en 1961 a déclaré qu'ils étaient une machination montée contre des innocents), pas un seul des militants communistes, adversaires de STALINE, ne fut officiellement condamné pour « délit d'opinion », mais sur l'accusation mensongère de tentative de restauration du capitalisme, de subversion, d'assassinat, de sabotage...

En Tchécoslovaquie, lors des procès des années 1950, SLANSKY et ses camarades — depuis réhabilités à titre posthume — furent eux aussi accusés d'être des « espions impérialistes » et condamnés à mort.

Et aujourd'hui ? Le souvenir des crimes de STALINE, l'action des travailleurs en URSS, en Tchécoslovaquie, dans les autres pays de l'Est de l'Europe, la pression de l'opinion ouvrière sont des obstacles à un retour à l'infamie des procès en sorcellerie de 1936 ou de 1950 ; mais il s'agit toujours de briser par les moyens de la répression policière des militants socialistes qui défendent leur opinion.

Le journaliste progressiste italien Valerio OCHETTO, emprisonné en Tchécoslovaquie et libéré grâce à la campagne internationale qui mobilisait toutes les tendances du mouvement ouvrier, et dont notre Comité est fier d'avoir pris l'initiative, a souligné que ce que l'on cherchait à obtenir de lui, c'était des « aveux » pour « prouver » l'existence d'un réseau de subversion international, pour aboutir à des accusations mensongères contre les dirigeants et les militants restés fidèles à la politique qu'ils défendirent en 1968.

Aussi, quel militant ouvrier, quelle organisation, quelle tendance se réclamant du socialisme peut-il se soustraire à son devoir de solidarité, ignorer des faits qui défigurent le socialisme ?

Est-il possible d'ignorer l'appel de SMRKOVSKY, l'un des dirigeants du Printemps de Prague, l'un des constructeurs du PC tchécoslovaque sous la terreur nazie, adressé au « mouvement ouvrier et communiste mondial » :

« Avant tout ne pas admettre qu'un rideau soit baissé autour de notre pays. Savoir ce qui se passe chez nous. Ce qui peut être fait, ce qui est fait derrière un rideau ne peut l'être sur une scène ouverte. C'était et c'est un facteur de grande importance tel est l'internationalisme en pratique. »

Faut-il attendre, pour briser le silence, pour intervenir, que les victimes d'aujourd'hui soient réhabilitées. Réhabilitées après leur mort, comme le général YAKIR ou SLANSKY ?

Car on meurt encore dans les camps !

L'écrivain Youri GALANSKOV, condamné à sept ans de « travail correctif dans une colonie à régime très sévère » pour avoir commis le crime d'éditer une revue de tendance pacifiste, vient d'expirer après une atroce agonie : il souffrait d'un ulcère qui n'a pas été soigné et dans la dernière lettre de lui qui soit parvenue à l'extérieur il disait : « Ils ont tout fait pour hâter ma fin. »

A la suite de ce drame, la Commission administrative de la Fédération de l'Education Nationale, qui regroupe en son sein l'écrasante majorité des enseignants de toutes tendances, a publié un communiqué qui dit :

« Celles-ci (ces atteintes aux libertés démocratiques) constituent pour la réaction dans notre pays une aide inespérée dans sa tentative de rester au pouvoir... La CA de la FEN demande que toute la lumière soit faite sur le sort réservé à YAKIR et à GRIGORENKO et à tous les autres condamnés ou détenus pour de simples délits d'opinion. Elle s'adresse à toutes les organisations ouvrières françaises pour qu'elles prennent en commun une initiative permettant à la vérité et à la justice de se faire jour au plus grand bénéfice de la lutte pour le socialisme dans notre pays et dans le monde entier. »

Le Parti communiste français a maintes fois assuré qu'il condamnait les crimes commis au temps du « culte de la personnalité », il a réitéré à plusieurs reprises sa désapprobation de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Peut-il se taire quand on ignore tout du sort de YAKIR, arbitrairement arrêté parce qu'il dénonçait un retour à ces méthodes ; peut-il se taire quand en Tchécoslovaquie ceux qui persistent à désapprouver l'intervention sont jetés en prison ?

Camarades,

Redisons-le : c'est bien du socialisme qu'il s'agit dans cette affaire. Le combat pour le socialisme est par essence international, indivisible. Il n'est pas possible de combattre efficacement notre propre bourgeoisie, de lutter contre la barbarie des guerres impérialistes en abandonnant à leur sort les militants du printemps de Prague comme ceux qui en URSS subissent la répression.

C'est là le sens de l'activité de notre Comité. Ce combat c'est aussi le vôtre.

UN COMBAT POUR LE SOCIALISME

Il est faux qu'une campagne contre la répression en URSS et en Europe de l'Est, menée dans l'unité par les organisations ouvrières qui, aujourd'hui, quels que soient par ailleurs leurs désaccords, se retrouvent également pour dénoncer la politique réactionnaire d'un gouvernement failli, puisse donner lieu à des manœuvres contraires aux intérêts de la classe ouvrière.

C'est, comme le soulignait la déclaration de la Fédération de l'Education Nationale que nous citons plus haut, la bourgeoisie qui a tout intérêt à ce que l'image du socialisme se confonde pour de nombreux travailleurs manuels et intellectuels avec l'arbitraire de la répression contre d'authentiques combattants du socialisme. Elle a tout intérêt à ce que l'image du socialisme soit voilée par l'ombre des hôpitaux psychiatriques spéciaux, par les prisons et les camps de concentration.

Il est au contraire de l'intérêt de tous ceux qui combattent pour le socialisme d'arracher cette arme à la bourgeoisie en démontrant dans les faits que la bataille pour le socialisme en France est indissociable de la lutte contre les internements arbitraires et les procès truqués, que la lutte pour le socialisme se confond avec la lutte pour la démocratie ouvrière.

L'anticommunisme, ce n'est pas le combat de YAKIR pour le respect des dispositions démocratiques prévues par la Constitution soviétique, ni le fait de le défendre : l'anticommunisme c'est sa séquestration par la police.

L'anticommunisme, c'est l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie, l'anticommunisme c'est l'emprisonnement des militants qui refusent de justifier sous le nom de « normalisation » les conséquences de cette invasion, qui écrivent comme Alfred CERNY, membre du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, aujourd'hui condamné à trois ans de prison :

Aucun véritable internationaliste qui combat pour l'unité du mouvement à l'échelle nationale et internationale ne peut, dans cette situation, mettre les communistes de Tchécoslovaquie devant un choix qui est un chantage : ou bien vous reconnaissez que l'intervention d'août 1968 a été un pas indispensable pour réprimer la contre-révolution, ou bien vous n'êtes pas des internationalistes mais des nationalistes.

Etaient-ils anticommunistes les ouvriers de Pologne qui en décembre 1970 organisaient la grève générale, manifestaient, faisant tomber GOMULKA, imposant à son successeur GIEREK de traiter avec leurs comités de grève, de condamner GOMULKA devant eux, reconnaissant par là même le bien-fondé de leurs revendications ?

Sont-ils anticommunistes les cinquante citoyens soviétiques parmi lesquels l'académicien SAKHAROV qui réclament une amnistie pour tous ceux qui sont frappés pour leurs opinions ?

Les travailleurs de Tchécoslovaquie, comme ceux de Pologne, comme les travailleurs et les intellectuels qui en URSS refusent de se taire face à la répression mettent-ils en péril les conquêtes ouvrières, l'expropriation de la bourgeoisie, la planification ?

Au contraire : quelle autre force peut être garante de ces conquêtes que la classe ouvrière associant à elle les intellectuels et la jeunesse. Ce que contenait le mouvement qui s'est développé en

Tchécoslovaquie, comme les protestations des YAKIR et des GRIGORENKO, c'est la volonté des masses travailleuses d'assurer, par la démocratie ouvrière, leur contrôle sur leurs conquêtes et ainsi de les défendre efficacement.

Le combat pour le socialisme ne peut se mener qu'avec les travailleurs, avec la classe ouvrière.

Camarades,

Vous êtes attachés à la nécessaire unité des partis de la classe ouvrière, des partis qui se réclament du socialisme, contre la bourgeoisie, contre son gouvernement. Ce souci légitime, tous les militants qui ont conscience des intérêts de leur classe le partagent. Serait-ce, comme certains le prétendent, faire œuvre de division que de défendre les combattants du socialisme frappés en URSS, en Tchécoslovaquie ?

Non. La preuve en est d'abord que toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, toutes les tendances, tous les courants se prononcent contre cette répression et que précisément le rassemblement tenu à notre initiative a montré que sur ce point l'unité pouvait se réaliser.

De plus, répétons-le, si cette unité se réalisait pleinement — c'est-à-dire avec vous, avec votre Parti — ce serait un coup porté à la propagande démagogique de la bourgeoisie et du gouvernement qui utilisent contre la lutte pour le socialisme les crimes commis au nom du socialisme.

Ce sont ces crimes qu'il faut dénoncer pour défendre la cause même du socialisme.

Au 53^e Congrès confédéral de la CGT, répondant à Jacques DUPONT, délégué du syndicat CGT de l'INSEE, Georges SEGUY déclarait à propos de la situation en Tchécoslovaquie : « Peu de temps passera avant que la CGT réponde, dans le cadre de ses prérogatives et de ses responsabilités syndicales, à cette préoccupation bien compréhensible. »

C'est après ce congrès de la CGT qu'une première victoire était remportée : Ludek PACHMAN, un journaliste tchécoslovaque arrêté pour ses opinions, était libéré. Le mouvement ouvrier, s'il se mobilise dans l'unité, a la possibilité de faire échec à la répression en URSS et en Europe de l'Est.

UNE GRANDE RESPONSABILITE

Votre responsabilité est grande : le sort de Pierre YAKIR comme celui des emprisonnés de Prague dépend pour beaucoup de vous.

Si vous prenez, si votre parti prend dans cette lutte la place qui lui revient, nul doute que la répression ne recule.

C'est pourquoi le Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est s'adresse particulièrement à vous.

Il le fait au nom de l'action unitaire qu'il a développée et sans autre considération que d'aboutir à l'élargissement nécessaire de cette unité.

Chaque organisation a ses appréciations propres. Mais toutes ont condamné l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, aucune ne confond le socialisme avec la violation des libertés démocratiques élémentaires. Toutes doivent agir, agir en fonction de ce qu'elles proclament.

Vous ne pouvez accepter le silence, vous ne pouvez accepter que le PCF soit, face à des faits qui provoquent l'indignation, à l'échelle internationale, de tous ceux qui se réclament du socialisme, absent et muet.

Vous ne pouvez l'accepter car il y va de votre honneur de militants communistes et de l'avenir du combat pour le socialisme en France, en URSS, en Tchécoslovaquie et dans le monde entier.

Nous pensons qu'il revient aux organisations de la classe ouvrière d'organiser, internationalement, une Commission d'enquête qui puisse vérifier les conditions de détention et de préparation des procès contre ceux qui sont emprisonnés. Nous considérons qu'une campagne unie sur cet objectif est le moyen le plus efficace de défendre les continuateurs de la Révolution d'Octobre, les militants du printemps de Prague sur qui s'acharne la répression. Quel Etat qui se réclame du socialisme oserait rejeter une telle requête ?

C'est en ce sens qu'à l'issue du Rassemblement des 28 et 29 octobre, une lettre à l'ambassadeur d'URSS à Paris et à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie ont été approuvées par un vote unanime des 2 500 participants.

Camarades,

Il est de votre devoir de vous joindre à ce combat, de vous associer à ces initiatives. Dans l'unité la libération des défenseurs du socialisme emprisonnés dans les camps, les prisons, les hôpitaux psychiatriques spéciaux sera arrachée.

COMITE POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DES EMPRISONNES POLITIQUES DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

Si vous êtes intéressés par l'activité du Comité, par son bulletin, écrivez à : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET.
Souscriptions : C.C.P. Alain Challier 45 - La Source n° 31.547-74.

Jean-Jacques Marie
La situation de
l'opposition communiste
en URSS

Jean-Jacques Marie parla de la situation actuelle de l'opposition communiste en URSS, rappelant les « assassinats par centaines de milliers qui eurent lieu entre 1934 et 1940 et l'implacable chasse à l'homme internationale organisée par la bureaucratie contre toutes les tendances du mouvement ouvrier. Telle est la réalité du prétendu socialisme de l'inégalité systématique (...). D'où la formidable grève perlée de la classe ouvrière qui est permanente en URSS, inquiète la bureaucratie qui met à l'étude un système, dangereux, de responsabilité collective (...).

« Le droit de dire ce que l'on pense est une revendication commune à des milliers d'intellectuels. C'est pourquoi ceux qui refusent la lutte sur le terrain légal pour la liberté d'expression font une erreur profonde (...). »

L'orateur montre ensuite la continuité du combat des groupes d'opposition qui forment une nouvelle opposition depuis les années 60. « La crise d'aujourd'hui, explique-t-il, permet le regroupement organisé des masses. » Et il montre, par de multiples exemples de groupes d'opposition communiste constitués tant à l'initiative de juges d'instruction que de policiers du rang, comment, « du tréfonds de la bureaucratie, des groupes s'organisent contre elle. C'est ainsi qu'un policier, organisateur de groupe, déclare une fois arrêté et condamné : "Je suis et resterai un communiste." »

« Jiri Hochman, le journaliste tchécoslovaque aujourd'hui persécuté, avait raison d'écrire dans sa lettre à Husak de 1970 : "Votre pavillon de cancéreux sera bientôt un monceau de ruines." Sur cette certitude repose son combat, celui de Yakir et de Grigorenko, comme celui des rescapés de Gdansk.

« Mais il ne s'agit pas seulement du combat de l'opposition socialiste et communiste dans les pays de l'Europe de l'Est. Il s'agit de l'amplifier par notre combat non pas propagandiste mais comme partie intégrante de la lutte des classes pour le triomphe du socialisme de Paris à Moscou. »

Contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux

Les professeurs
Schwartzenberg et Ayme
prennent la parole

Le rassemblement des 28 et 29 octobre à la Mutualité a accordé une large place à l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives en U.R.S.S. dans les fameux « hôpitaux psychiatriques spéciaux », lesquels, rappelons-le, relèvent du ministère de l'Intérieur. Ont pris la parole sur cette question notamment les professeurs Schwartzenberg et Ayme ainsi que François Paraire, responsable du Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux.

Le professeur SCHWARTZENBERG, de l'Institut de cancérologie de Villejuif, démontra l'importance de la répression puisque « le diagnostic de schizophrénie, qui est le plus grave de la psychose, est donné dans le cas de tous les opposants internés. » Et le professeur de poser la question : « Quand sortiront-ils, dans ces conditions ? » Analysant la situation du général Piotr Griorenko, le professeur Schwartzenberg souligna que « quatre psychiatres soviétiques se sont prononcés contre son internement dans un hôpital psychiatrique spécial et

ont déclaré et diagnostiqué qu'il était sain d'esprit. »

Le professeur AYME, soulignant qu'il intervenait en son nom personnel et non pour le syndicat des médecins psychiatres des hôpitaux dont il est le secrétaire national, s'adressa « à l'ensemble des psychiatres et médecins mentaux de ce pays » et posa la question : « Pourquoi sommes-nous concernés ? » L'orateur montra que le développement de la médecine mentale était impossible dans les situations de contre-révolution, rappelant les suicides de médecins sous Hitler. « En U.R.S.S., ce qui se passe est d'une autre nature, il s'agit d'une nouvelle maladie mentale qui a été « découverte » : l'opposition. » Puis, répondant à deux objections, la première selon laquelle « toute démarche psychiatrique serait répressive » (« nous sommes praticiens de la liberté » répondit-il), la seconde prétendant qu'il « fallait balayer devant notre porte avant celle des voisins », le professeur Ayme conclut : « Nos confrères soviétiques sont menacés, tout comme nous le sommes. »

François Paraire, responsable du Comité
contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux :

" Ne pas cesser d'agir un seul instant "

Ce n'est pas la première fois que sont utilisées les techniques médicales pour venir à bout de ceux qui luttent pour faire valoir leurs droits et faire entendre la voix de la liberté. Les périodes d'obscurantisme et de régression ont toujours été marquées par de tels actes barbares.

Cette forme de répression utilisée par les dirigeants du Kremlin et surtout la volonté de l'étendre en la généralisant aux pays de l'Est de l'Europe est la plus dangereuse qui existe à l'heure actuelle. Comme l'exprimait le Comité pour la défense des droits

de l'homme en U.R.S.S., fondé par l'académicien Sakharov et le physicien Tchaldzè dans un appel publié à la veille du 5^e congrès mondial des psychiatres à Mexico : « Nous nous trouvons ici en présence d'un danger qui menace toute l'humanité et on ne l'évitera que grâce aux efforts de toute l'humanité, et en particulier des savants du monde entier ».

Les établissements spéciaux ont été créés du temps de Staline, le premier, à Kazan, avant la guerre. A partir de 1952, de telles pratiques répressives furent systématisées à l'échelle du territoire.

Combien y a-t-il d'opposants politiques, religieux, d'intellectuels, d'artistes dans ces hôpitaux spéciaux ? Vladimir Boukovsky cite le chiffre de 500 internés rien que pour l'hôpital psychiatrique spécial de Léningrad. La *Chronique des événements récents* donne des précisions sur l'hôpital de Dniepropetrovsk, installé dans une ancienne prison et enfermant 900 « patients » envoyés sur l'ordre du K.G.B.

L'article indique : « L'absence de symptômes directs ou même indirects de la maladie indiquée dans le document d'expertise n'empêche nullement l'application d'une thérapie de choc ». Malgré nos

informations imprécises, on connaît les noms de Vitochine, Chvedov, Fedossov, Morkovnikov, Maltesev, Paltchevski. »

Des questions se posent. Que pourrait-il advenir si demain venait à être mis au point un traitement médical capable de tuer en l'homme cette aspiration au progrès, à la liberté ? Pourquoi de telles méthodes ?

Il est clair que si les procédés répressifs des dirigeants du Kremlin ont changé, c'est qu'ils se trouvent eux-mêmes confrontés à une résistance accrue des opposants en U.R.S.S. même, qu'ils ne parviennent plus à arracher les « aveux » d'il y a vingt et trente ans. Parce que les procès politiques deviennent eux-mêmes un enjeu politique entre les accusés et les accusateurs. D'ailleurs les internés ne sont pas anéantis et continuent à combattre.

Forts de la conscience et de la protestation de médecins, de psychiatres et de scientifiques à l'échelle internationale nous avons engagé le combat pour faire toute la lumière sur ces internements et sauver les détenus.

Le comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S. se place sur le terrain défini par Boukovsky qui, s'adressant aux

psychiatres du monde entier, les « appelle à ne donner votre avis que sur la question suivante : les expertises citées contiennent-elles des données suffisantes scientifiquement fondées, non seulement pour établir l'existence des troubles mentaux qu'elles définissent, mais encore pour conclure à la nécessité d'isoler sévèrement ces personnes de la société ? »

De nombreux médecins se sont déjà prononcés sur cette question. Quarante-quatre psychiatres britanniques ont protesté collectivement lors du congrès de Mexico et se sont adressés au gouvernement soviétique. En U.R.S.S., les médecins, y compris ceux des hôpitaux spéciaux, n'acceptent pas le rôle que le K.G.B. veut leur faire jouer.

C'est là un élément important de l'action qui se poursuit et qui ne peut laisser isolés les médecins soviétiques qui combattent les hôpitaux psychiatriques spéciaux. C'est pourquoi nous luttons pour la constitution d'une commission médicale d'enquête internationale, soutenue par le mouvement ouvrier.

Dans l'immédiat notre Comité s'est adressé au responsable de la Santé en U.R.S.S., le ministre Pétrovsky.

Lire en page 4 :

LA LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE D'U.R.S.S., B. PETROVSKY

Le Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS rassemble largement les signatures de médecins, de psychiatres, d'étudiants sur cette « lettre ouverte ».

Toute correspondance pour le Comité contre les hôpitaux psychiatriques en URSS :

François Paraire, 45, avenue Duquesne, 75007 - PARIS

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

A l'unanimité, le rassemblement adopte une lettre à l'adresse de l'Ambassadeur d'U.R.S.S.

Monsieur l'Ambassadeur,

2 500 travailleurs, intellectuels, jeunes, réunis à la Mutualité, les 28 et 29 octobre 1972, à l'appel du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, ont écouté des communications de : Pierre Broué, Robert Pontillon, Jean-Jacques Marie, François de Massot, Gérard Bloch, François Marthouret, Christian Jelen, Valerio Ochetto, Jacques Meyrand, du Dr Ayme, Charles Berg, Jiri Pelikan, Gaschnochi, Jacques Dupont, le Docteur Schwartzberg, François Paraire, Carla Boulboulé, Pierre Lambert, Jean-Pierre Cliquet, Stéphane Just, Jan Sling, Michel Sérac, Jean-Pierre Barrois, Yves Dechezelles, Philippe Dementen, Thierry Foulkes, Elisabeth Poretski, qui ont longuement débattu des questions que leur posent les arrestations, condamnations, internements en hôpitaux psychiatriques spéciaux qui se sont produits dans votre pays.

Nous ne pouvons accepter que des hommes comme P. Grigorenko, qui ont développé leurs idées et leurs critiques de communistes dans le cadre de la Constitution de votre pays, aient été et soient encore, pour cette raison même, considérés comme des malades mentaux et subissent de ce fait une détention assimilable à une lourde peine de prison sans avoir bénéficié des garanties élémentaires que doit leur assurer le droit soviétique : droit de se défendre contradictoirement, droit à un procès public sous le contrôle de l'opinion soviétique et internationale.

Nous sommes profondément troublés de n'avoir, depuis le 21 juin 1972, de nouvelles de l'historien Pierre Yakir, accusé en vertu de l'article 190 du Code Pénal de votre pays. Fidèles à la mémoire du général I. E. Yakir, vieux bolchevik, héros de la guerre civile et chef éminent de l'Armée rouge, fusillé en 1937, pleinement réhabilité en 1956 et auquel le XXII^e congrès du PCUS a rendu un hommage particulièrement émouvant, nous n'avons pas oublié les campagnes menées dans notre pays à l'occasion de sa condamnation et de celle de centaines et de milliers d'autres vieux bolcheviks. L'Histoire a donné raison à ceux qui, en 1936, 1937, 1938, s'élevaient contre la parodie de justice des procès de Moscou.

Or, aujourd'hui, son fils, Piotr Yakir, condamné en 1938

comme « co-responsable » du prétendu crime de son père, réhabilité pleinement après dix-sept années de détention, est à nouveau emprisonné, et nous ignorons tout de son sort, alors que tout ce que nous connaissons de ses écrits et discours atteste qu'il se plaçait dans le strict cadre légal de la Constitution de votre pays et des droits dont doit jouir tout citoyen soviétique aux termes de la loi.

Nous ne saurions non plus accepter que, dans le pays où a triomphé la Révolution d'Octobre, les citoyens d'origine juive se voient privés des droits les plus élémentaires, considérés comme tels par le mouvement ouvrier et démocratique bien avant 1917, comme le droit de se déplacer librement.

Votre carrière jusqu'à votre nomination à Paris, Monsieur l'Ambassadeur, vous permet sans aucun doute de comprendre pleinement nos soucis et nos inquiétudes. Depuis un siècle, le mouvement ouvrier et démocratique dans notre pays n'a cessé de se préoccuper de toutes les atteintes aux libertés et aux dénis de justice dans le monde entier. Ces campagnes ont contribué, vous le savez, à faire libérer Auguste Blanqui comme Georges Dimitrov et, plus tard, Angela Davis ; et les jeunes générations se souviendront toujours de F. Ferrer, de Sacco et Vanzetti, de Grimau et des époux Rosenberg, ces innocents qui n'ont pu être sauvés.

Ce qui se passe aujourd'hui dans votre pays, Monsieur l'Ambassadeur — le sort de Piotr Grigorenko et celui de Piotr Yakir comme bien d'autres — nous fait redouter un retour en arrière et la répétition de procès et de méthodes de répression analogues à celles qui ont été sans ambiguïté condamnées par les XX^e et XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Nous vous demandons de bien vouloir être notre interprète auprès du gouvernement que vous représentez ici. Nous demandons que votre gouvernement s'engage à accueillir et à faciliter l'enquête d'une commission ouvrière qui devrait vérifier si vos concitoyens actuellement détenus ou internés bénéficient, et ont bénéficié dans le passé, des droits qui sont les leurs, ceux que leur garantit votre Constitution.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Claude Roy

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre »

Je regrette d'être retenu, aujourd'hui, loin de votre réunion.

Je suppose qu'aucun de vous ne se fait d'illusion sur l'efficacité immédiate d'une assemblée réunie pour demander la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Mais nous savons tous qu'il n'est pas nécessaire

d'espérer immédiatement pour entreprendre bientôt.

Dans l'immédiat, si nous sommes souvent impuissants à ouvrir les portes des prisons dont nous n'avons pas les clefs, il n'est pas indifférent cependant que ces portes puissent du moins être traversées.

(Suite page 20)

sées par des voix qui disent aux détenus : « Vous n'êtes pas oubliés et vous n'êtes pas seuls. »

Les postes de police politique, les prisons d'Etat dites populaires, les bâillons de censure, les brigades de bureaucrates obtus, les étouffoirs d'appareils et les assommoirs à peuples ne sont pas, dans les pays du socialisme (sic), des erreurs de détails, des accidents de parcours et des déviations sans racines profondes.

La répression n'est pas là-bas une infraction à la règle du jeu : elle est la règle du jeu elle-même.

Si Piotr Yakir et des milliers de Yakir dont nous ignorons les noms sont dans les fameuses prisons, les asiles et les « camps à régime sévère »,

Si Kuron et Modzelewski et des centaines de Kuron et Modzelewski dont nous ne connaissons pas le destin ne sortent de prison, à Varsovie, que pour y rentrer le lendemain,

Si nos amis tchèques sont en prison quand ils n'ont pas de chance, et quand ils ont de la chance, égoutiers quand ils étaient professeurs, balayeurs quand ils étaient écrivains et sans-travail quand ils étaient ouvriers,

Si le « camp » qui se dit « socialiste » est aussi, hélas, celui du socialisme des camps, ce n'est pas par anarcho, hasard, erreur, ou à cause de la « méchanceté » accidentelle de quelques-uns.

Du socialisme octroyé par des chefs qui savent mieux que les masses ce que veulent les masses, au socialisme imposé par une sécurité d'Etat qui sait mieux que le peuple ce qui est bon pour le

peuple, il n'y a qu'un pas, celui de la botte qui écrase, qu'un tour de roue, celui des panzers.

Brecht a résumé cette dialectique historique-là, après l'insurrection de Berlin-Est, quand il fait dire aux dirigeants dans un poème célèbre :

« Le Peuple

a perdu la confiance du gouvernement

et ne pourra la regagner

que grâce à des efforts redoublés

dans ce cas

ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement

de dissoudre le peuple

et d'en être un autre ? »

La libération des captifs, des reclus, des exclus et des parias silencieux des pays du socialisme à visage d'adjudant-flic ne peut pas être séparé de la libération des peuples écrasés par le mensonge déguisé en socialisme.

Cette libération, de Poznan à Berlin-Est, et de Prague à la Pologne, l'insurrection des opprimés, toujours renaissante, la préfigure.

Quand les ouvriers révolutionnaires de Gdansk et de Gdynia prennent d'assaut le siège d'un soi-disant Parti Ouvrier au chant de l'Internationale, c'est la prison de tous qu'ils prennent d'assaut.

Ce ne sont pas seulement les détenus des centrales de Comité Central qu'il faut libérer. C'est le socialisme lui-même, qui sert d'otage, d'alibi et de marque aux apparatchiki devenus des geôliers.

Paris, le 28 octobre 1972.

François Marthouret :

« Les artistes et intellectuels pour la liberté d'expression en France et dans les pays de l'Europe de l'Est »

« Gris sur gris, voilà la couleur unique, la couleur officielle de la liberté. La moindre goutte de rosée dans laquelle se reflète le soleil scintille dans un inépuisable jeu de couleurs mais le soleil de l'esprit, quel que soit le nombre des individus et la nature des objets où il se brise, ne pourrait donner qu'une seule couleur, la couleur officielle ! »

Ce n'est pas un marchand de couleurs naturaliste en butte à la pollution qui s'exclame ainsi, c'est Marx dans ses remarques sur la censure prussienne.

Il ne s'est jamais vu qu'un besoin ne trouve pas ses formes d'expression. Nous combattons aujourd'hui pour rendre effectives les formes d'expression et d'organisation de notre besoin d'émancipation, de notre besoin du socialisme, seul capable d'assurer, d'assumer la liberté de cette émancipation.

Aujourd'hui, au nom du socialisme, en Tchécoslovaquie et ailleurs, on étouffe ces besoins en étouffant la liberté d'expression et de création.

Les artistes des pays où le capital n'est pas encore exproprié, quelle que soit leur tendance, ne peuvent rester indifférents. Eux, dont la liberté d'expression est mutilée par la loi de l'argent et par les intérêts pourrissants de la bourgeoisie sont naturellement partie prenante dans tout combat pour les libertés démocratiques pour la liberté d'expression.

La vie même de l'art ne peut se passer de liberté

— toute licence en art — et la liberté est indivisible — pas d'émancipation de l'esprit sans émancipation de l'homme.

La liberté d'un art vivant ne peut être tolérée par les normalisateurs stalinien.

La liberté d'un art qui est l'expression des forces vivantes qu'ils veulent étouffer doit être supprimée.

Comment les artistes ne seraient-ils pas solidaires des militants, des intellectuels, des artistes, des Grigorenko, Yakir, Medvedev, Krejca emprisonnés, persécutés par la répression bureaucratique qui bâillonne le socialisme au nom du socialisme ?

Quelle est la situation des artistes aujourd'hui, notamment en Tchécoslovaquie où l'organisation des arts et de son enseignement était souvent considérée comme un modèle et comme une conquête du socialisme ?

Pour avoir mis leurs espoirs dans le mouvement amorcé par le « Printemps de Prague », pour avoir été fidèles à leurs espoirs dans le socialisme, pour avoir milité pour cette liberté dont ils ont besoin pour vivre et pour créer, les artistes tchécoslovaques se retrouvent, dans leur grande majorité, privés de leurs instruments de travail, parfois au chômage complet, ce qui les rend plus vulnérables car la loi tchécoslovaque prévoit qu'un chômeur sort de la légalité sociale comme parasite, parfois recasés dans des emplois de manœuvre.

— En Slovaquie, 32 responsables des troupes sur 48 ont été limogés en 1968 ;

— les écrivains de théâtre Pavel Kohout, Ivan Klíma, Jan Kopetski, Vaclav Havel, Frantisek Pavlicets principalement, dont les œuvres ont témoigné en Europe et dans le monde de la vitalité de l'art dramatique en Tchécoslovaquie, n'ont plus le droit d'être représentés ni édités ;

— Il n'y a plus de littérature dramatique vivante, sauf quelques collaborateurs de la normalisation qui racontent dans le style du néo-réalisme socialiste les amours d'un soldat de l'armée soviétique d'occupation avec une jeune fille arrachée de justesse à ses illusions sur le « Printemps de Prague ».

— Des critiques, des metteurs en scène comme Elmar Klos sont chassés de l'Université des Arts et du Cinéma où ils enseignaient.

— Les journaux littéraires et artistiques sont supprimés.

— Huit acteurs et employés du Théâtre d'Ostrava « *Sous la gouttière* » ont été arrêtés et condamnés à des peines allant de 6 à 18 mois d'emprisonnement non pour avoir joué la pièce de l'auteur soviétique officiel Valentin Kataiev, mais pour l'avoir jouée parodiquement, se rendent ainsi coupables d'outrage à l'autorité de l'Etat et de ses alliées. La pièce était présentée avant le 21 août 1968.

Au cinéma, certains réalisateurs ont émigré comme Milosz Forman, Ivan Passer, Jasný (qui avait obtenu un prix à Cannes avec le film *Un jour, un chat*).

Jiri Menzel (dont on a pu voir le film « *Trains étroitement surveillés* ») ne peut faire que des films de commande publicitaire.

Jan Neurec (qui a fait le film « *Les diamants de la nuit* ») est au chômage complet. Sa femme, la chanteuse populaire Martha Kubisova, pour avoir critiqué la bureaucratie dans une chanson est reléguée à un travail de manutentionnaire.

Le cas le plus caractéristique, le plus connu, et qui concentre la signification de la situation faite aux artistes en Tchécoslovaquie, est celui du Théâtre Za Branou de Prague et de son directeur Otomar Krejca.

Depuis des années, ce théâtre était un des foyers les plus vivants de l'art théâtral dans le monde. Après avoir chassé son directeur, unanimement salué comme un des plus éminents artistes de théâtre de notre temps, les autorités tchécoslovaques ont définitivement fermé le théâtre en juin dernier, provoquant le chômage pour toute l'équipe.

Selon des nouvelles récentes, quelques comédiens seraient dispersés dans d'autres théâtres à des tâches subalternes.

Krejca ne peut pas sortir de son pays et répondre aux offres de mise en scène que lui ont proposées de nombreux théâtres à l'étranger aussitôt connu son chômage.

Le syndicat du théâtre que présidait Krejca a, depuis, été normalisé.

Par ses convictions socialistes, Krejca avait été un ardent partisan du « Printemps de Prague », il était un des signataires du *Manifeste des 2 000 mots*.

Aujourd'hui, sans aucun travail, Krejca est normalisé par la répression bureaucratique.

En France, intellectuels et artistes ont compris, avec les militants, le coup porté au socialisme par l'intervention des chars en 1968 en Tchécoslovaquie. Ils ont ressenti que toute atteinte à la liberté d'expression les concernait en relation avec leurs propres problèmes en France (à l'ORTF, au cinéma, au théâtre).

C'est dans les *Lettres françaises* que s'est exprimé un premier mouvement de solidarité avec Krejca,

animé notamment par J.-L. Barrault, à qui le gouvernement avait retiré le théâtre de France, après 68 et Peter Brook qui me charge de transmettre son soutien à notre rassemblement.

Dans le spectacle, des militants membres de l'OCI et de l'Alliance ouvrière ont réuni des centaines de signatures pour soutenir cette initiative et pour réclamer que soit constituée une commission internationale ouvrière d'enquête afin d'établir la vérité sur les conditions qui sont faites aux victimes de la répression.

Depuis, un autre appel au ministre de la Culture de Tchécoslovaquie resté sans réponse, a été lancé par Barrault et Brook, réclamant la possibilité d'enquêter sur place, de rencontrer Krejca notamment, réclamant qu'on leur fournisse des garanties sur l'avenir des animateurs et des membres du Théâtre Za Branou.

De nombreux militants, artistes et intellectuels se sont associés à cette démarche.

Des syndicats ont pris position. Le conseil national du SFAI-CGT après la fermeture du Za Branou, par une lettre publique au ministre de la Culture à Prague, a manifesté sa réprobation devant cette atteinte grave à la liberté d'expression.

Le SNRT-CGT, par la voix de son conseil, a demandé à la FNS-CGT que soit organisée une enquête sur la situation en Tchécoslovaquie.

Pour nous confirmer que le problème de la liberté d'expression est indivisible, en France et en Tchécoslovaquie, on apprend la disparition des *Lettres françaises*, hebdomadaire dirigé par Aragon (...)

Face à la répression qui s'accroît, la solidarité des artistes en France avec les artistes des pays de l'Est et particulièrement des artistes tchécoslovaques, doit se renforcer, s'unifier.

Les perspectives d'un tel regroupement ne sauraient être différentes des combats menés pour les libertés démocratiques, pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est.

Dans l'ultime numéro des *Lettres françaises*, Pierre Daix, rédacteur en chef, a cité la clairvoyance des intellectuels soviétiques, de Soljenitsyne, Medvedev et Piotr Yakir, en considérant avec tristesse leur isolement et le silence qui les entoure. Il affirme que « ces isolés assurent la continuité et la liberté de la réflexion, la réalisation du vieux legs si cruellement disloqué de Marx, qu'il faut changer le monde et arracher inlassablement à la nuit de quoi le comprendre pour lui donner visage humain ».

Par qui Piotr Yakir est-il réduit au silence ? Par qui, comment s'exerce la répression contre la liberté d'expression et de création des artistes tchécoslovaques ?

Par qui, pourquoi la liberté d'expression des *Lettres françaises* est-elle supprimée ?

De quelle nuit parle-t-il ?

De quelle vie gâchée parle Aragon ?

Peut-on assumer jusqu'au bout la lutte pour la restitution, dans le cadre du socialisme, des libertés démocratiques dans les pays libérés du joug du capitalisme, sans poser ces questions, sans tenter d'y répondre ?

Ne pas se borner à une vague solidarité avec les artistes persécutés en Tchécoslovaquie et dans les pays de l'Est, cela implique de lutter indivisiblement pour les libertés démocratiques, pour la liberté d'expression et de création, en France et dans les pays de l'Est.

Ce rassemblement des 28 et 29 octobre à la Mutualité témoigne fortement que le combat de Piotr Yakir n'est pas entouré de silence et que le combat pour sa clairvoyance, son combat pour le socialisme ne peut être un combat d'isolés.

Le combat contre la normalisation en Tchécoslovaquie

Valerio Ochetto prêt à réfuter les calomnies des normalisateurs

Valerio Ochetto prit la parole pour relater dans le détail sa détention de 43 jours dans la célèbre prison pragoise de Ruzyně où les référents — nombre d'entre eux étant les mêmes qu'il y a vingt ans — ont cherché à lui arracher des « aveux ».

S'élevant contre une publication récente des services de presse de

l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Paris arguant du prétendu « caractère criminel » des activités de Valerio Ochetto en Tchécoslovaquie, ce dernier saisit l'occasion pour déclarer : « Je me déclare prêt à me rendre à l'Ambassade de Tchécoslovaquie, à Paris ou à Rome, avec une délégation militante pour m'expliquer politiquement sur ces accusations. »

Valerio Ochetto déclara également que les nombreuses délégations qui se sont rendues à Paris, notamment à l'Ambassade de Tchécoslovaquie, étaient une excellente initiative. « Si cette lutte continue, conclut-il, le fait qu'elle existe arrive tôt ou tard en Tchécoslovaquie et cela représente une aide importante pour les prisonniers politiques. »

Yan Sling, fils de Ota Sling, exécuté lors du procès Slansky :

« A l'Est comme à l'Ouest, combattre pour le socialisme »

Camarades et amis,

Les problèmes de la Tchécoslovaquie ne sont pas des problèmes en soi qui seraient nés de la prise du pouvoir par le Parti communiste tchécoslovaque en 1948, ce sont au contraire les problèmes de tous les pays de l'Est de l'Europe, de ce qui y est appelé le socialisme, de leur indépendance ou de leur dépendance vis-à-vis de l'URSS.

Avant février 1948, lorsque le PCT avait le soutien de la majorité de la population travailleuse, c'était parce que son programme était celui d'une voie indépendante de la Tchécoslovaquie vers le socialisme.

Le programme respectait les spécificités tchécoslovaques, partait de son niveau de développement industriel, du niveau des libertés qui existaient et correspondait à ce qui était nécessaire à une transformation du mode de vie des masses.

Après février 1948, dès l'été, sous la pression de la direction stalinienne du PCUS, le PCT devait abandonner cette politique et s'aligner sur un modèle spécifiquement russe. C'est cette politique qui devait trouver son premier couronnement dans la série des grands procès qui devaient commencer contre des militants n'appartenant pas au PCT lui-même, contre des militants et des dirigeants du parti socialiste.

Nous savons maintenant que le PCT et sa direction étaient alors soumis à une intense pression des directions hongroise, polonaise et russe, car le fait que la Tchécoslovaquie était alors le seul pays d'Europe de l'Est dans lequel il n'y avait pas encore eu de procès politiques était considéré comme une preuve de la faiblesse du socialisme dans ce pays.

Cette vague de répression culmine dans les grands procès contre les dirigeants du PCT lui-même, dans le procès fabriqué contre Slansky et ses camarades, qui eut comme résultat d'éliminer tout dirigeant potentiel d'une opposition à l'égard de cette ligne, tous ceux qui auraient pu combattre pour une autre voie vers le socialisme.

Ces procès provoquèrent une grave crise morale, économique et politique dans le pays. Le peuple tchécoslovaque en recherchait l'issue dans une réforme du socialisme, par un retour du socialisme à ses vrais bruts comme il l'a montré en 1968.

Les réformes de 1968 n'étaient pas seulement économiques et politiques, il s'agissait en fait d'une transformation de toute la structure de la vie sociale, de retourner à ce qui est le but même du socialisme.

C'est dire que si la société bourgeoise peut garantir certaines libertés démocratiques, il est clair que la société socialiste doit garantir à ses membres l'ensemble des droits et des libertés politiques.

Il doit être créé dans la vie politique une atmosphère telle que puisse se développer l'initiative créatrice de tous les citoyens permettant à la fois leur développement personnel et celui de l'ensemble de la société.

La clef du mouvement de 1968 est dans l'unité de la classe ouvrière avec les intellectuels et les autres couches de la population et dans le fait qu'il n'y a pas eu alors de séparation entre la population travailleuse et le parti communiste, mais au contraire le rassemblement, pour le socialisme, de la large masse de la population contre une minorité conservatrice appuyée sur l'URSS, sur le stalinisme.

Les pro-staliniens en Tchécoslovaquie avaient conscience que la seule possibilité de survie pour eux, c'était une intervention russe pour mettre fin au mouvement de réforme communiste qui se développait.

Mais lorsqu'en 1968 les armées du pacte de Varsovie sont entrées en Tchécoslovaquie, elles l'ont fait au nom et sous le drapeau du socialisme. Mais leur rôle était en réalité contre-révolutionnaire, leur but étant de tuer ou plutôt de tenter de tuer la cause du socialisme en Tchécoslovaquie.

Or le socialisme ne peut être ainsi abattu et aujourd'hui encore les sentiments des citoyens tchécoslovaques sont des convictions socialistes. C'est pourquoi

l'actuelle clique dirigeante emprisonne et condamne les militants tchécoslovaques. Il y a parmi eux des militants communistes, certains de longue date et aussi des socialistes sans parti.

On compte parmi eux d'anciens membres du Comité central du PCT comme le général Prchlik, Jaroslav Sabata, Alfred Cerny et Milan Hübl. Il y a aussi des dirigeants étudiants qui n'étaient pas membres du parti comme Jiri Müller et Tesar ainsi que le groupe du parti socialiste révolutionnaire jugé et condamné l'an dernier, des parlementaires non affiliés au parti comme Rudolf Battek.

Tous sont unis par un but commun, celui d'une société socialiste dans leur pays, indépendante et égale à toutes les autres dans le cadre du monde socialiste. Ils sont unis dans leur opposition au groupe qui est actuellement au pouvoir.

Lors de son procès, le dirigeant étudiant Müller a déclaré : « Le groupe dirigeant actuel est venu au pouvoir en août 1968 par la force et s'est maintenu par la force. »

Ce groupe dirigeant a créé une atmosphère telle que l'existence même des gens repose sur leur loyauté absolue au régime : c'est-à-dire se taire et rester tranquilles. Les procès récents n'ont pas été consacrés à établir l'innocence ou la culpabilité des accusés ; les sentences avaient été établies à l'avance par le groupe dirigeant.

Ces procès manifestent en réalité le conflit, le combat qui se mène entre les forces socialistes et leurs juges anti-socialistes. C'est pourquoi ils se déroulent à l'encontre des lois socialistes bafouées.

La question des prisonniers politiques en Tchécoslovaquie est complexe. D'une part il existe toute une série d'emprisonnés du fait des condamnations prononcées. Mais d'autre part des centaines de travailleurs ont été condamnés pour leur activité politique. En plus des 46 membres connus de l'opposition, il existe des centaines d'autres emprisonnés politiques, ce qui crée un précédent pour l'avenir.

Tout procès politique qui se déroule dans le silence renforce la puissance et le rôle de la police politique, prépare des procès encore plus importants, de nouvelles arrestations en masse contre tous ceux qui ont été mêlés au mouvement de 1968.

Il en est de même dans les autres pays de l'Est de l'Europe : dans la mesure où partout les régimes policiers se sentent faibles, il leur faut recourir à la multiplication des procès pour faire face à l'opposition. Il est important de savoir la manière dont ces dictatures traitent ceux qui se dressent contre elles.

Car les prétendus Etats socialistes, par la politique qu'ils mènent, ne font que donner des armes à la bourgeoisie, n'ont comme rôle que d'œuvrer à tuer l'idéal même du socialisme.

Le sentiment moyen du fonctionnaire pro-stalinien en Tchécoslovaquie à l'égard du mouvement ouvrier occidental, c'est qu'il n'y a rien à en attendre, qu'il n'a rien fait pendant cinquante ans, que sa seule utilité est de l'appuyer.

La politique de normalisation c'est aussi la répression massive et les purges dans le parti. Celles-ci ont déjà touché plus de 100 000 personnes, intellectuels et ouvriers. C'est ainsi que le régime entend régler le problème de l'opposition socialiste, la clique dirigeante n'étant composée que de carriéristes anti-socialistes et anti-communistes.

Cette situation souligne l'importance de la lutte contre la normalisation partout en Europe de l'Est comme à l'Ouest. Cette lutte est de même importance que celle contre la guerre du Vietnam, contre la répression anti-socialiste et anti-communiste en Grèce, en Espagne, au Portugal...

Vingt ans après les grands procès des années 50, une nouvelle vague de procès s'annonce en Europe de l'Est. Nous assistons en même temps à la poursuite des luttes des peuples d'Indochine et aux négociations entre le Vietnam et les USA. Au même moment, l'URSS cherche à négocier des accords commerciaux avec les USA et n'exerce aucune pression sur eux pour qu'ils mettent fin à la guerre du Vietnam. L'URSS a aussi signé des traités avec l'Espagne, laissant isolée la résistance espagnole contre la dictature de Franco. Ce qui est important, ce n'est pas l'étiquette que portent les diverses forces réactionnaires, c'est la politique qu'elles suivent qui les définit.

A l'Ouest comme à l'Est les peuples combattent pour le socialisme. Ils doivent s'unifier pour vaincre car le socialisme est la seule voie pour notre civilisation.

Jiri Pelikan, élu au Comité central du PCT du 14^e congrès d'août 1968 :

« Il s'agit de notre lutte commune »

Accueilli par une ovation de la salle qui se dresse au cri de « Vive les travailleurs tchécoslovaques », Jiri Pelikan prend la parole.

Chers camarades,

Je vous remercie pour cette expression de solidarité avec les travailleurs et le peuple tchécoslovaques en lutte contre l'occupation étrangère et le système staliniste imposé par cette occupation. Je voudrai aussi surtout féliciter les organisateurs de ces journées d'études pour avoir pris cette initiative. Nous apprécions le fait que vous vous soyez réunis un samedi et un dimanche pour discuter de la situation dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui démontre votre compréhension, votre prise de conscience de la liaison étroite qui existe entre la lutte que vous menez avec toutes les forces

progressistes à l'Ouest pour la société socialiste et la lutte de l'opposition socialiste et du peuple progressiste dans les pays d'Europe de l'Est.

Le fait que le camarade Jan Slings soit arrivé récemment de Tchécoslovaquie, après avoir été libéré sous la pression de l'opinion publique car la bureaucratie au pouvoir n'avait pas le courage de juger le fils d'un militant communiste exécuté en 1952, étant donné la grande répercussion que cela aurait pu avoir sur l'opinion progressiste dans le monde, de même que son discours d'hier, démontrent la grande différence entre la situation présente et celle des années 50.

Il est vrai que le but de la répression est toujours

le même : écraser toute opposition, même potentielle, contre le système staliniste. La différence tient en ce que Rudolf Slansky, le secrétaire général du PCT il y a vingt ans, et ses camarades, n'étaient pas en effet des opposants au régime staliniste. Ils ont été choisis comme victimes de la répression en raison du fait qu'ils auraient pu devenir des opposants potentiels, étant donné leurs liaisons internationales, leur expérience et peut-être même la possibilité qu'ils avaient de penser d'une manière indépendante de la bureaucratie. C'est pourquoi ils ont dû reconnaître des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

Tandis qu'aujourd'hui la justice néo-staliniste a condamné des militants communistes comme Milan Hübl, Jaroslav Sabata et des dizaines d'autres qui sont des militants communistes ou socialistes, mais qui ont consciemment refusé le silence, d'accepter la prétendue réalité de l'occupation du pays et qui se sont, pour cela, lancés dans la lutte contre la normalisation et pour une alternative socialiste.

Il s'agit là d'un phénomène très important, on peut même dire historique, que se soit formée cette opposition socialiste qui cherche certes encore son programme ainsi que les meilleures formes d'organisation, mais qui existe déjà comme une force politique très importante.

C'est pour cette raison que le régime a décidé d'organiser une série de procès en juillet pour frapper et tenter de détruire cette opposition socialiste. Il faut d'ailleurs souligner qu'il ne s'agit pas d'un phénomène spécifiquement tchécoslovaque. Il existe dans les autres pays de l'Europe de l'Est des noyaux de cette opposition socialiste, même s'ils combattent dans des conditions différentes et avec de grandes difficultés. Mais en Tchécoslovaquie, cette opposition a une base de masse plus large, en comparaison des autres pays.

Ce n'est pas que les camarades polonais, hongrois, soviétiques, soient moins actifs et moins courageux, mais cela est dû à la situation particulière créée en Tchécoslovaquie après le « Printemps de Prague » et après l'invasion soviétique.

Cette base politique n'existait pas auparavant. Presque un demi-million de communistes ont été exclus du parti, et parmi eux la grande majorité possède une conscience de classe. Ils sont ce qu'on appelle chez nous « le parti des exclus » et constituent la base sociale de l'opposition socialiste.

Il existe néanmoins une plate-forme politique qui est celle des documents du 14^e congrès, plate-forme non encore idéale certes, mais qui représente aujourd'hui une alternative socialiste. Dans le passé, sous Novotny, si l'opposition existait, elle n'avait pas de programme clair car il était très difficile de l'établir dans les conditions d'alors.

Ce programme existe aujourd'hui et il s'agit de le développer et de l'adapter à la situation. Il existe aussi surtout cette conscience de la possibilité d'un changement, conscience qui nous manquait auparavant et qui s'appuie sur le mouvement de 1968. Enfin, l'occupation étrangère permet de lier la lutte pour l'indépendance nationale à celle pour le socialisme authentique, révolutionnaire et démocratique, ce qui donne à ce mouvement un soutien encore plus large à l'échelon national.

Telles sont les conditions particulièrement favorables en Tchécoslovaquie. Mais ce sont aussi ces conditions qui obligent la direction actuelle, imposée par l'occupation soviétique, à déclencher une répression plus grande que dans les autres pays.

Nous avons également entendu le rapport sur Piotr Yakir et nous ne devons pas oublier qu'il y a partout des opposants, comme le vieux communiste

Havemann en RDA, d'autres en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie.

Dans beaucoup de ces pays on commence à relever la tête, à prendre conscience de la nécessité de mener une lutte active sans attendre un changement de la situation internationale, ou à Moscou. Car il existe partout la même contradiction entre l'idéal d'une société socialiste plus juste et la pratique déformée du stalinisme qui révoite les masses et surtout la jeunesse.

Quelles sont les perspectives de cette opposition socialiste ? Nous ne devons pas avoir l'illusion de croire que ses possibilités de vaincre seront faciles : la lutte sera dure et aussi très longue. Car il ne faut sous-estimer en aucun cas la puissance de la bureaucratie staliniste dans ces pays. L'URSS, à la veille de la Conférence sur la Sécurité européenne qui doit consacrer les accords de Yalta et la division de l'Europe et du monde en deux sphères, entend empêcher toute lutte pour l'indépendance nationale comme pour le socialisme.

Une des premières possibilités est que la bureaucratie parviendra à se maintenir en accroissant ses échanges économiques avec les pays capitalistes, pourra opérer certaines réformes de type technocratique, augmentera la productivité du travail, maintiendra et même augmentera le niveau de vie des travailleurs et de la population.

Certes, cette sorte de réformisme ne peut pas améliorer réellement la vie des masses, n'étant pas capable de résoudre aucune des contradictions inhérentes au système bureaucratique existant dans les pays d'Europe de l'Est.

Une seconde possibilité consiste en des explosions spontanées, des révoltes de travailleurs, du type de celles de 1970-1971 dans les ports polonais de la Baltique. De telles explosions peuvent renverser l'équipe au pouvoir comme ce fut le cas pour Gomulka, mais peuvent-elles changer le système ? On ne peut avoir aucun doute : elles ne le peuvent pas s'il n'existe pas une force capable de formuler le programme des revendications économiques et politiques acceptables pour la majorité de la population.

Et puis la troisième possibilité, celle qui a eu lieu en Tchécoslovaquie en 1968 où existe un puissant mouvement de masse qui trouve sa correspondance dans une partie de la direction du parti communiste au pouvoir, laquelle comprend les revendications de la base et accepte de les satisfaire. Dans la combinaison de ces deux aspects, c'est la pression de la base qui est décisive, bien qu'il existe une certaine opposition au sein du parti et de l'establishment. Cette combinaison ouvre la possibilité, non seulement d'aboutir au renversement des groupes au pouvoir, mais au changement du système bureaucratique permettant un développement du socialisme révolutionnaire.

Si ces trois possibilités existent, l'essentiel, c'est que l'opposition socialiste soit présente, sous la forme d'un parti ou d'un mouvement, trouvant ses formes, certes très différentes selon les pays : parfois des groupes qui ne sont pas numériquement majoritaires, mais capables d'exprimer et de formuler les aspirations de la majorité de la population. De tels groupes peuvent préparer le programme pour la transition vers le socialisme authentique en mobilisant sur des revendications immédiates.

Je veux souligner que vous devez voir dans cette opposition socialiste votre alliée, la garantie du socialisme dans ces pays. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'appuyer les premiers éléments et noyaux de cette opposition socialiste. Car sa lutte est étroitement liée à la vôtre. Il s'agit en effet de notre lutte commune.

«1968 : un moment de la révolution prolétarienne mondiale»

« Aujourd'hui, devant les tribunaux, les accusés ne jouent pas leur rôle et se font accusateurs : c'est la voix des travailleurs, des intellectuels, des jeunes de Tchécoslovaquie qui se fait entendre, dénonçant la normalisation »

Le camarade François de Massot, membre du Comité central de l'OCI, commençait ainsi son intervention en montrant que quatre ans après l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie, malgré les procès, les arrestations, les purges, la « normalisation » avait fait faillite. « Pourtant — constatait-il — le mot reste à la mode : quand Nixon s'est rendu à Moscou, on a parlé de « normalisation des relations russo-américaines ».

« Mais, quand il s'agit du représentant le plus autorisé de l'impérialisme, du bourreau du peuple vietnamien, la normalisation c'est le tapis rouge des grandes réceptions diplomatiques, la conclusion d'accords ; quand il s'agit de l'immense majorité du peuple travailleur qui veut reprendre le contrôle de ses conquêtes, la « normalisation » alors ce sont les tanks, les tribunaux, les prisons. Ce que signifie cet usage différent du mot « normalisation » éclaire le contenu essentiel, le contenu social du conflit qui dresse contre la bureaucratie du Kremlin la classe ouvrière de Tchécoslovaquie.

Puis, il évoquait la montée politique du mouvement des masses au printemps de 1968. Il soulignait que les réformes, c'est-à-dire les concessions démocratiques, les modifications du régime du parti marquées avant tout par la chute de Novotny étaient un résultat de la mobilisation des masses.

« Les réformes n'aboutissent jamais par la faiblesse des forts, mais toujours par la force des faibles » expliquait Karl Marx : derrière les réformes il y avait la classe ouvrière.

« Au fur et à mesure que se développait le mouvement des masses, avec à sa tête la classe ouvrière, contre la bureaucratie, il s'organisait. Il ne pouvait se limiter à exercer une pression sur des organes, des institutions qui lui étaient étrangers. Ce sont dans les entreprises, dans les facultés, dans les villes, des discussions, des meetings, des réunions. Comme le rapportait Pierre Dair dans son journal de Prague, un maître-mot de la période, c'était le mot « assemblée ». Ces assemblées n'étaient pas qu'un débat : elles étaient un moment de l'organisation de la classe ouvrière. Dans le combat, la démocratie ouvrière occupait le champ laissé libre par les premiers reculs de l'Etat... »

Le camarade de Massot montrait alors en quels termes la montée de la révolution politique avait posé la question du parti. Le mouvement qui s'amorçait était un mouvement révolutionnaire au sens plein du terme. Il lui fallait pour vaincre une expression politique centralisée, une direction : le parti révolutionnaire de la classe ouvrière tchécoslovaque.

« Ce parti ne pouvait être le parti au pouvoir,

souillé du sang de ses propres dirigeants et ce malgré les prises de position de milliers de ses militants et même de certains de ses responsables. Car ce parti n'était pas une expression politique de la classe ouvrière, mais le rouage central de l'oppression bureaucratique contre la classe ouvrière : telle était sa fonction, sa nature.

C'est ce parti qui est menacé dans le cours de la préparation du 14^e Congrès du parti communiste tchécoslovaque. Le projet de statuts qui sera finalement proposé reconnaît le droit de tendance. Ce n'est pas là un détail formel ou juridique : comme devait l'expliquer l'orateur :

« Ce qui est concentré là ce n'est pas seulement l'exigence de la démocratie dans le parti, c'est le fait que pour que la démocratie règne dans l'organisation politique — le parti — dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, il faut un autre parti qu'un parti stalinien, car le monolithisme de ces partis n'est pas un attribut secondaire mais correspond à la fonction qui les définit, à leur nature.

« Aussi, n'est-ce pas un hasard si c'est à la veille du 14^e Congrès que les chars des armées du Pacte de Varsovie franchissent les frontières tchécoslovaques. »

« Mais la force de la révolution politique sera telle que l'intervention militaire, à une première étape, accélérera cette dislocation de l'appareil bureaucratique. »

Et après avoir rappelé les conditions dans lesquelles se tient le 14^e Congrès du P.C.T., sous la protection des travailleurs dans Prague occupée, le camarade de Massot souligne que l'on peut à juste titre parler d'un nouveau parti qui tend à se constituer, « le parti du 14^e Congrès ». Et c'est pourquoi, l'enjeu de la « normalisation », d'emblée, c'est d'effacer ce 14^e Congrès.

Mais la bureaucratie devra attendre 1971 pour convoquer une parodie de congrès auquel Cerny, aujourd'hui emprisonné, s'adressera pour affirmer que le véritable 14^e Congrès restera ineffaçable car il « a été l'image éclair de ce parti de l'avenir dont on pourra dire avec raison qu'il n'a pas d'intérêts distincts de ceux de tous les travailleurs ».

« Mais — ajoutait le camarade de Massot — cette image éclair était encore une image incertaine, confuse. Ce que posait concrètement la constitution de ce qui était en fait un nouveau parti, c'était bien la construction du parti révolutionnaire du prolétariat tchécoslovaque. Mais ce parti ne pouvait se créer d'un coup, ni surtout comme un parti strictement tchécoslovaque, mais comme une composante du rassemblement à l'échelle mondiale de l'avant-garde, assimilant et utilisant dans la lutte toute l'expérience du combat international du prolétariat. »

Cette dimension internationale, elle est naturellement liée à la compréhension de la signification internationale de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

« Il s'agissait en Tchécoslovaquie d'un moment de la révolution prolétarienne, du combat mondial du prolétariat pour la révolution socialiste sous les formes spécifiques que prend ce combat dans un pays où le Capital a été exproprié mais où — du fait du maintien de la domination mondiale de l'impérialisme, une bureaucratie contre-révolutionnaire impose à la classe ouvrière sa dictature et sa terreur. »

Montrant l'unité qui existe entre l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, la levée en masse du prolétariat polonais en 1956, la révolution des conseils ouvriers de Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie et enfin la grève générale des ouvriers de la Baltique en décembre 1970, l'orateur affirmait :

« Il n'y a pas d'un côté un processus pacifique, évolutif, réformateur et de l'autre des insurrections écrasées. Il y a un même mouvement révolutionnaire où la violence est inévitable car la bureaucratie parasitaire avec autant d'acharnement que les classes exploitées ne se laissera pas chasser du pouvoir. »

Et s'il est un pays où la violence contre-révolutionnaire de la bureaucratie s'est exercée, c'est bien la Tchécoslovaquie, car comment appeler l'invasion brutale d'un pays par 600 000 hommes en armes ? »

Pour conclure, le camarade de Massot revient sur la signification d'ensemble de ce qui s'est dégage à Prague en 1968 et qui ne peut être séparé

de la grève générale de mai-juin 1968, de la constitution en Bolivie du « premier soviet d'Amérique latine », l'Assemblée populaire :

« Parce que la question du pouvoir est au centre de l'activité de la classe ouvrière, celle de nouveaux partis, d'une nouvelle Internationale, des instruments indispensables à la victoire se posent comme la tâche de l'heure. »

Pour nous, militants trotskystes, organisés dans l'O.C.I. pour la reconstruction de la 4^e Internationale, cette Internationale ne peut être que la 4^e Internationale parce qu'elle se fonde sur le programme de la révolution socialiste, le programme de transition qui intègre et généralise théoriquement l'expérience de la lutte du prolétariat depuis plus d'un siècle.

Mais de tout cela, à tout moment, nous sommes prêts à discuter avec tous ceux qui se posent en même temps que nous cette tâche de la construction de nouveaux partis, d'une nouvelle Internationale et sont prêts à combattre avec nous sur la base de l'indépendance de classe du prolétariat, de la nécessité de son unité, de l'internationalisme, de la lutte contre la bureaucratie stalinienne.

Le camarade de Massot termine en assurant que « L'Internationale sera le genre humain, n'est pas que le vers d'un chant de combat du mouvement ouvrier qui accompagne ses victoires et ses défaites depuis un siècle, un vers de ce chant que nous avons repris ce matin pour saluer dans ses artisans et dans leur mémoire la continuité du bolchevisme, mais le mot d'ordre principal des prochains combats et des prochaines victoires. »

message de la Fédération des Étudiants du Pérou

Madrid, le 27 octobre 1972.

Camarades de l'UNEF,

Nous avons toujours eu la conviction que seules l'unité et la force du mouvement étudiant, que cela soit au niveau national ou international, pouvaient arracher les droits et les revendications pour lesquels nous luttons.

Cette unité devient à chaque instant plus impérative, quand les luttes des peuples opprimés par l'impérialisme, les luttes à l'intérieur de ces mêmes pays oppresseurs, les luttes contre les bureaucraties révisionnistes des pays socialistes deviennent de plus en plus aiguës et ne peuvent plus être contenues.

L'oppression dont est victime le peuple tchécoslovaque est un exemple riche d'enseignements. Nous devons en tirer de nombreuses et importantes leçons. La bureaucratie tchécoslovaque, inconditionnelle de celle de l'Union soviétique, a instauré un régime dans lequel on ignore les droits des travailleurs, on attaque les

conquêtes socialistes en favorisant des mesures qui vont dans le sens de la restauration capitaliste et où sévit une activité répressive permanente.

La Fédération des Étudiants du Pérou, dès le début, a condamné ces faits et rien ne peut nous empêcher de modifier notre solidarité avec le peuple tchécoslovaque en général et plus particulièrement avec ceux qui, aujourd'hui, sont victimes de la répression et de l'emprisonnement.

Nous faisons parvenir notre appui au rassemblement des 28 et 29 octobre organisé par le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

Notre organisation, lors de son Conseil national des présidents de Fédérations en juillet et le Conseil national des Fédérations universitaires en août, a pris connaissance de l'initiative de des autres positions contenues dans les résolutions du 60^e congrès de l'UNEF.

La Fédération de l'Yonne du Parti Socialiste

La Fédération de l'Yonne du Parti Socialiste approuve et soutient l'action des comités qui luttent pour la libération des militants communistes et socialistes emprisonnés en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S. pour la défense du socialisme, et elle s'associe à toute démarche ayant comme objectif la délivrance de visas par les ambassades d'U.R.S.S. et de Tchécoslovaquie à une commission composée de juristes, de psychiatres et de délégués du mouvement ouvrier et démocratique qui aille enquêter et puisse prononcer son propre jugement en toute indépendance.

Voté à l'unanimité par le Bureau Fédéral.

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

Adresse unanime à l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie

(lettre adoptée au rassemblement de la Mutualité le 29 octobre)

Monsieur l'Ambassadeur,

2 500 travailleurs, intellectuels, jeunes, réunis à la Mutualité les 28 et 29 octobre 1972, à l'appel du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, ont longuement débattu des questions que leur posent les procès qui se sont déroulés ou sont aujourd'hui en préparation dans votre pays.

Nous sommes en effet en droit de penser, sur la base des informations officiellement données par votre pays, que ces procès sont de véritables procès politiques. Pour qui connaît ces hommes et ces femmes — et certains sont très connus dans notre pays — il est impensable qu'ils se soient livrés à des actes délictueux. Nous sommes d'autant plus troublés lorsque nous constatons qu'ils n'ont pas bénéficié des garanties élémentaires du droit : moyens les plus larges d'assurer leur défense, caractère public des débats judiciaires. Nous ne pouvons pas ne pas voir dans ces procès un retour à des pratiques qui ont été condamnées dans tous les pays depuis vingt ans, qu'il s'agisse de celles qui ont abouti aux procès de Moscou contre les vieux-bolcheviks compagnons de Lénine ou à celui de Prague contre Rudolf Slansky et d'autres dirigeants du Parti communiste de votre pays.

Nous ne sommes pas un tribunal. Nous n'entendons pas nous substituer aux organismes judiciaires de votre pays. Mais nous sommes profondément attachés à la tradition qui, au cours du siècle écoulé, a mobilisé le mouvement ouvrier et démocratique pour la défense d'accusés qui paraissaient avoir été victimes d'un déni

de justice et dont l'Histoire a effectivement démontré qu'ils étaient des innocents persécutés. Nous songeons aux campagnes en faveur d'Auguste Blanqui et des combattants de la Commune de Paris, pour la défense de Francisco Ferrer, de Tom Mooney, de Sacco et Vanzetti, de Georges Dimitrov et Ernst Thaelman quand ils étaient aux mains des hitlériens, des victimes de la persécution stalinienne dans les années trente, réhabilitées notamment par les décisions des XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. — et plus près de nous pour celle de Nicos Belojannis, Ethel et Julius Rosenberg, Julian Grimau, les accusés de Burgos, Angela Davis.

C'est pourquoi nous vous demandons de comprendre à quel point les informations concernant ces procès troublent la conscience de tous ceux qui sont attachés au socialisme, à la démocratie et à la justice, à toutes les garanties de droit pour les accusés de quelque procès que ce soit.

Nous vous prions d'être notre interprète sur cette question auprès du gouvernement que vous représentez en France. Nous désirons que votre gouvernement prenne toutes les mesures afin de recevoir dans votre pays et de donner toutes facilités à une Commission Ouvrière d'enquête qui aurait à établir le respect des règles du droit, les conditions de poursuites, de détention, de condamnation de citoyens tchécoslovaques qui, à nos yeux et à ceux des hommes qui les connaissent personnellement, sont des socialistes et des communistes irréprochables, des fils authentiques du peuple tchécoslovaque, fidèles à leur idéal, leur classe et leur pays.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour la libération des militants communistes en Yougoslavie

Jacques Meyrand intervint au rassemblement sur la situation des militants communistes nombreux à être persécutés en Yougoslavie.

Notre bulletin a longuement parlé (voir n° 3 de mai 1972) du cas des trois étudiants communistes de Belgrade, Pavlusko Imsirovitch, Milan Nikolitch et Jelka Kljajitch, arrêtés en janvier 1972 pour avoir organisé une tribune de discussion à la Faculté de philosophie de Belgrade sur la question des inégalités sociales. Ces étudiants ont été accusés d'avoir voulu « reconstruire la IV^e Internationale » en Yougoslavie et d'activités « terroristes » lors de leur procès ouvert le 21 juillet 1972.

Jacques Meyrand devait expliquer : « Ainsi s'orchestre à l'échelle internationale une campagne dictée par les dirigeants de l'Etat yougoslave et visant à amalgamer de sinistre mémoire trotskysme et terrorisme. Alors que les référents tchécoslovaques aux ordres de Hrusak n'ont pas osé aller

jusqu'à lors des procès de Prague, de Brno et de Bratislava de cet été, à Belgrade, ce sont les méthodes mêmes des procès de Moscou qui ont été utilisées.

• Mais les étudiants communistes de Belgrade ne sont pas isolés. En

mai 1972, un groupe d'ouvriers yougoslaves résidant à l'étranger a publié un appel pour leur défense qui conclut : « Il faut les sauver. Exigeons la présence d'une commission médicale spéciale à Belgrade pour examiner l'état de santé de Nikolitch et Imsirovitch après la grève de la faim et faire la lumière sur les conditions inhumaines de détention que la défense a dénoncées. »

Et l'orateur de poursuivre : « Un million de travailleurs émigrés, un demi-million de militants sur le point d'être exclus de la Ligue des Communistes. Les faits sont têtus. D'autant plus que la purge et la répres-

(Suite page 28)
Biblioteca de Comunicado
i Hemeroteca General
CEDOC

(Suite de la page 27)

sion dans les rangs de la Ligue des Communistes a déjà commencé, notamment à Zagreb et dans la plupart des villes de Croatie. Dans une grande confusion, la crise se manifeste sur le terrain de revendications nationales dans la mesure où la bureaucratie n'a pas pu résoudre cette question de façon satisfaisante.

• C'est à partir de l'opposition à la bureaucratie centrale des dirigeants de la Ligue des Communistes de Croatie en 1970 et surtout en 1971 qu'un mouvement de masse a commencé à se développer dans cette République où certains ont cru voir l'amorce d'un second "printemps de Prague".

• Alors qu'en octobre 1971 Tito déclarait à Zagreb qu'il n'y avait pas de "nationalisme" en Croatie, deux mois plus tard un immense coup de filet policier voyait l'arrestation de plus de quatre mille militants ouvriers et étudiants dont un grand nombre de la Ligue des Communistes ainsi que la direction du parti croate, tous accusés de "déviation nationaliste".

• En avril 1972 les sources officielles yougoslaves ont donné le chiffre de mille cinq cents enquêtes en instance. Tout laisse croire que le nombre total de travailleurs et militants condamnés depuis décembre 1971 dépasse plusieurs milliers de personnes en Croatie.

• Comme pour les étudiants communistes de Belgrade, l'accusation de fond portée lors des innombrables procès qui ont eu lieu cet été en Yougoslavie, amalgame la lutte des travailleurs, étudiants et militants de Croatie pour les droits démocratiques, au terrorisme oustachi. Or tous les condamnés affirment défendre les conquêtes ouvrières. Ils sont pour la plupart les dirigeants des associations étudiantes, officielles en 1971, des centres universitaires de Croatie, des ouvriers, des professeurs, d'anciens résistants, des ouvriers émigrés accusés sans aucune preuve lors de leur retour en Yougoslavie, pour nombre d'entre eux membres de la Ligue des Communistes.

• Les lourdes peines de prison pour cent soixante-dix d'entre eux, cités par la presse yougoslave, vont de un à sept ans et les conditions de détention sont très dures dans les pénitenciers spéciaux de Zenica en Bosnie et Stara Gradiska en Croatie du Nord (travail nocturne, cellules humides, passages à tabac, etc.).

• Il faut associer au combat pour la libération de Yakir et Grigorenko, des militants tchécoslovaques, la lutte permanente pour celle des militants communistes, des étudiants, des intellectuels et des travailleurs yougoslaves persécutés.

En Belgique :

L'ACTION S'ORGANISE DANS L'UNITÉ

En Belgique, à l'initiative du Cercle d'Études Marxistes de Bruxelles s'est constitué le 30 avril de cette année un Comité pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est. Il le fut après une discussion qui a permis aux militants ouvriers et aux démocrates, quelles que soient les divergences qui les séparent, de s'entendre pour lutter ensemble sur cet objectif et pour l'envoi d'une commission d'enquête en Tchécoslovaquie.

Malgré les tentatives d'intimidation de la police dont les forces casquées et armées tentèrent, d'ailleurs en vain, de pénétrer dans la salle, malgré les perquisitions opérées chez des militants ouvriers et syndicaux de la FGTB, malgré les arrestations et les interrogatoires de militants, ceux du Comité constitué ont pu se retrouver le lendemain 1^{er} mai à la manifestation des travailleurs et y diffuser le texte de fondation du Comité.

Au cours de ce même mois de mai paraissait le premier numéro du *Bulletin d'information* du Comité belge qui, après la victoire remportée pour la libération de Pachman, appelait à intensifier la bataille.

Malgré le refus du Bureau exécutif des Jeunesses socialistes de s'associer au combat du Comité, le travail militant de diffusion du Bulletin a permis d'obtenir l'adhésion de militants du Parti Socialiste belge, de militants syndicaux et de démocrates.

Puis le gouvernement Husak organisait la nouvelle série de procès politiques tandis qu'en URSS Pierre Yakir était arrêté. Au début du mois d'août, notre Comité lançait un appel pour la libération de Yakir, pour celle des condamnés tchécoslovaques, pour l'annulation des procès annoncés. Il décidait d'envoyer une lettre à l'Ambassade de Tchécoslovaquie protestant contre les atteintes por-

(Suite page 29)

Christian JELEN :

" Il faut aussi une Commission d'enquête en Pologne "

Christian Jelen, journaliste, rapporte sur la situation en Pologne.

« A priori, une commission d'enquête internationale ne s'impose pas en Pologne. Puisque, nous dit-on, tout va bien dans la Pologne de Gierk. On nous affirme que la démocratie ouvrière y régnerait.

« Or le sort des ouvriers et des intellectuels y dépend toujours de l'humeur des bureaucrates. En juillet 1971, un projet de loi a été déposé donnant d'énormes pouvoirs aux directeurs des hôpitaux psychiatriques. Personne ne parle plus des conseils ouvriers, sinon

pour dire qu'ils doivent être coiffés par les syndicats, lesquels sont conçus comme devant être des rouages de l'administration.

« On ne parle plus de limiter les mandats des dirigeants. Les promesses non tenues ont d'amères conséquences : Léopold Trepper reste séquestré, les écrivains sont censurés, Kuron et Modzelewski sont au chômage, un étudiant vient récemment d'être condamné à mort...

« Oui, la nécessité d'une Commission ouvrière d'enquête s'impose en Pologne. »

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

(Suite de la page 28)

tées, au nom du socialisme, à la liberté d'expression et exigeant la renonciation définitive à tout procès politique.

Depuis le lancement de cet appel, les conditions du renforcement du combat n'ont fait que s'améliorer. Le 24 août, l'hebdomadaire *Combat*, organe du mouvement populaire Wallon, rassemblant des militants socialistes et syndicalistes publiait un communiqué du Comité exécutif de la fédération liégeoise des jeunes socialistes protestant contre les arrestations et les procès politiques en Tchécoslovaquie, demandant leur libération immédiate et le retrait des troupes soviétiques.

Le 14 septembre, le même hebdomadaire publiait intégralement le communiqué du Comité pour la libération de Yakir et des emprisonnés tchécoslovaques. Signalons également que l'on a pu lire

dans *La Gauche*, organe de Mandel, du 31 août : « *Ce qu'il faut maintenant, c'est obtenir la libération de tous les emprisonnés politiques* » en Tchécoslovaquie. Ceci nous annonce sans doute l'adhésion au Comité de représentants de l'organisation du camarade Mandel d'ici peu.

Le 19 septembre, le Comité organisait une nouvelle Assemblée générale qui votait une résolution proclamant « *que la lutte sur le terrain de la classe ouvrière et du socialisme, contre la répression dans les pays d'Europe de l'Est, pour la commission d'enquête du mouvement ouvrier international, loin d'être une campagne anti-communiste, est au contraire une campagne de défense du socialisme. Ce combat est partie constituante du combat général, indivisible pour la liberté et le socialisme* ».

Pour conclure, je voudrais rappeler que, dans les premières an-

nées qui suivirent la révolution d'Octobre, Emile Vandervelde, le principal dirigeant du parti ouvrier belge, s'est rendu à Moscou pour se faire le défenseur acharné des socialistes révolutionnaires russes qui avaient blessé Lénine et essayé de faire sauter le train militaire de Trotsky. C'est Emile Vandervelde qui s'est fait, devant le tribunal, l'avocat de ceux qui avaient attenté à la vie du chef du premier Etat ouvrier. La plaidoirie de Vandervelde qui faisait appel aux principes de la démocratie, fut publiée dans la presse soviétique.

Lutter aujourd'hui pour l'envoi d'une commission ouvrière internationale d'enquête qui rapporterait l'exacte vérité sur la répression dans les pays de l'Est de l'Europe, c'est renouer avec les traditions les plus essentielles du mouvement ouvrier, avec la démocratie ouvrière et l'internationalisme prolétarien.

Carla Boulboulé, pour le Comité constitué en Allemagne :

“ Unifier toutes les initiatives en une seule force internationale ”

Je suis déléguée par le Comité formé en Allemagne pour montrer que toutes les forces qui sont prêtes à lutter pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est peuvent être unifiées en une seule force internationale.

Il est important qu'ici des dirigeants du parti socialiste se soient prononcés pour la Commission internationale d'enquête en Europe de l'Est. En Allemagne, notre comité a été créé à l'initiative de sociaux-démocrates, de militants syndicalistes et de trotskystes. Il intervient dans le SPD et dans nos centrales syndicales afin qu'au nom de millions de travailleurs le combat soit mené pour ne pas permettre qu'au nom du socialisme on arrête et emprisonne en Europe de l'Est ceux qui se battent au nom de l'opposition socialiste.

Nous rencontrons une opposition de la direction du parti social-démocrate car ce combat gêne la conclusion des traités que passe l'Allemagne avec les pays de l'Est de l'Europe. Ces traités signés entre Willy Brandt et Honecker, Gierek et Brejnev ont le même but que la Conférence européenne de sécurité : la stabilisation de la situation par la séparation de l'Europe en deux incluant la division de l'Allemagne pour maintenir la domination du capital et de la bureaucratie.

Ainsi Willy Brandt, le dirigeant du parti social-démocrate allemand, qui se présente dans la campagne électorale comme le défenseur du socialisme démocratique, a-t-il déclaré lors de la Conférence à Vienne de la II^e Internationale qu'il n'était pas prêt à défendre l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie.

En 1938, des traités ont été signés qui ont livré la Tchécoslovaquie à Hitler. Nous ne pouvons pas permettre que de nouveaux traités devant théoriquement annuler ceux de Munich, livrent l'opposition socialiste à l'impérialisme. La défense des opposants socialistes en Europe de l'Est et en Allemagne de l'Est est une partie essentielle du combat pour le socialisme en Allemagne.

Parce que précisément les forces aujourd'hui emprisonnées en Europe de l'Est sont celles qui peuvent mener le combat contre la bureaucratie, pour le socialisme. Malgré la résistance de la direction du SPD, à l'initiative du Comité, de nombreux comités régionaux du SPD, groupes de la jeunesse socialiste et groupes syndicaux se sont déclarés d'accord avec cette campagne, l'ont soutenu, ont rassemblé des signatures.

UMP
(Suite page 30)

(Suite de la page 29)

Après la libération de Pechman notre mouvement international a d'autres militants à arracher des prisons. En Allemagne de l'Est, la bureaucratie a été obligée de libérer des centaines d'emprisonnés politiques. C'est là le résultat du combat mené par la classe ouvrière et la jeunesse dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest.

Robert Attman, scientifique d'Allemagne de l'Est qui n'a pas le droit d'enseigner et dont les fils sont en prison pour avoir protesté contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, s'est adressé à l'opinion publique. Son appel qui est le premier à parvenir d'Allemagne de l'Est s'élève contre les procès en Tchécoslovaquie. Il écrit :

« Les procès politiques qui ont lieu actuellement en Tchécoslovaquie causent un dommage important au développement du socialisme dans le monde entier. Pour cela la protestation la plus véhémente de tous les

socialistes et de tous les communistes est nécessaire et je m'y associe. »

Avec Attman et des milliers d'emprisonnés et d'opposants d'Allemagne de l'Est, les travailleurs et les jeunes d'Allemagne occidentale ont un but commun : la réunification de l'Allemagne, une Allemagne socialiste dans une Europe socialiste. Pour atteindre ce but, toutes les organisations et tous ceux qui participent à ce comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est ont engagé dans le SPD et les syndicats, dans les entreprises et les universités une campagne pour que le SPD et la centrale syndicale se prononcent pour une Commission internationale d'enquête.

Pour le droit d'Attman et de tous les autres scientifiques à enseigner, pour que soient publiés en Allemagne, tant à l'Est qu'à l'Ouest, toutes les informations réelles sur la situation des scientifiques, des travailleurs, militants et jeunes, le Comité poursuivra son combat.

Communiqué de presse du Comité

Paris, le 15 novembre 1972

Le Comité pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est a appris avec émotion la mort de Youri Galanskov, à l'âge de 33 ans.

Directeur de la revue « Phœnix », Youri Galanskov se qualifiait lui-même d'« opposant de gauche » et de « social-pacifiste ». Il fut condamné à sept ans de travaux correctifs lors du procès Guinzbourg-Galanskov en janvier 1968. En prison, il était sous le coup de « régime sévère », c'est-à-dire qu'il endurait des conditions de vie particulièrement pénibles qui ne sont sûrement pas pour rien dans les causes d'une mort aussi précoce.

Avec force, le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, affirme combien il est urgent de mettre sur pied une commission

ouvrière internationale d'enquête dans les pays de l'Est et en URSS, alors que, depuis bientôt six mois, le silence le plus total entoure l'historien Pierre Yakir, arrêté sans aucun motif d'inculpation en juin 1972.

Seule, une commission ouvrière internationale d'enquête prise en charge par les travailleurs, jeunes, et intellectuels de toutes tendances, avec leurs organisations, pourra mettre au clair les conditions dans lesquelles on arrête des centaines et des centaines de militants se réclamant, comme Yakir, du socialisme, dans quelles conditions est mort Youri Galanskov.

Pour sa part, le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est y engagera toutes ses forces.

Pour le Comité, son Président :
Alain Challier.

La mort de Youri Galanskov est un coup porté au socialisme international

POUR SAUVER LA VIE DE YAKIR ET GRIGORENKO

Adhérez au Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

TALON A RENVoyer

Je soutiens — J'adhère — Je souscris (1) pour la somme de francs

NOM PRENOM

PROFESSION ET QUALITE

ORGANISATION POLITIQUE SYNDICAT

Je désire que mon nom soit publié OUI NON



comment est mort youri galanskov dans un camp « à régime sévère »

Nous publions dans cette page l'importante déclaration de la FEN du 15 novembre, adoptée consécutivement à la mort du poète Youri Galanskov dans le camp de travail « à régime sévère » de Potyma, en URSS.

Au communiqué de presse du 15 novembre publié par notre Comité, il importe d'ajouter les précisions apportées par l'agence Associated Press (reproduites seulement par la presse de langue anglaise) sur les conditions de détention qui ont abouti à la mort de Youri Galanskov et qui font craindre que nombreux soient les autres combattants des droits démocratiques, prisonniers politiques menacés dans leur vie même.

Lors de son procès, en janvier 1968, l'avocat de Youri Galanskov avait attiré l'attention du tribunal sur le très grave état de santé de l'accusé, atteint d'un ulcère à l'estomac. Les juges ne le condamnèrent pas moins à sept années de « camp à régime sévère » où les restrictions alimentaires sont particulièrement dures.

Galanskov lui-même, dans une lettre collective du camp de Potyma, qu'il signa avec d'autres détenus les dénonçait en ces termes : « La ration alimentaire au camp est de 2413 calories (minimum pour un homme bien portant ne travaillant pas). Si nous ne pouvons parler de famine, le manque constant de vitamines est un fait indubitable. Il est impossible de se procurer quelques légumes ou autres

produits contenant des vitamines à la boutique du camp. Il est interdit de recevoir des produits alimentaires dans des colis. N'importe lequel d'entre nous peut, à tout moment, être placé dans un cachot pénitentiaire où la ration alimentaire peut être abaissée jusqu'à 1300 calories. Cela s'appelle tout simplement la faim. »

C'est précisément pour pouvoir communiquer à l'extérieur de telles lettres et faire respecter leurs droits que les détenus du camp de Potyma entreprirent plusieurs grèves de la faim ces dernières années, grèves qui achevèrent de ruiner la santé de Galanskov.

Sa famille a écrit à plusieurs reprises aux autorités demandant qu'un traitement médical soit autorisé pour le prisonnier. A chaque fois il lui fut répondu que celui-ci « allait bien ». A sa mère, venue lui apporter du miel, un responsable du camp lui en notifia l'interdiction et déclara : « Votre fils n'est pas malade. C'est un hooligan qui n'accomplit pas son travail. » Un médecin du camp, du nom de Shakh, dit, quant à lui : « C'est un poète et il pense trop à lui. »

A une demande qui lui fut faite de dire un mot pour attirer l'attention des médecins sur le cas de Galanskov, le poète Evtouchenko refusa, prétextant être trop occupé par la préparation de son prochain voyage au Chili.

Dans sa dernière lettre, rédigée fin septembre 1972, Galanskov écrivait : « Je suis en train de mourir... Ils ont tout fait pour hâter ma fin. » Le 18 octobre, il a dû être opéré pour son ulcère, mais par l'un de ses compagnons de détention, par un médecin qui n'avait aucune pratique de la chirurgie. L'opération entraîna une péritonite qui, non soignée, devait entraîner sa mort le 4 novembre.

Des appels pour transférer Galanskov dans un hôpital en mesure de le soigner convenablement furent ignorés des autorités et toute aide extérieure interdite. Ce n'est qu'au tout dernier moment qu'un professeur de Moscou a été autorisé à lui rendre visite. Mais Galanskov était déjà mort.

Après la mort de Youri Galanskov

La F.E.N. appelle à l'unité pour la défense de Yakir et Grigorenko

La nouvelle parvenue en France, le 10 novembre 1972, annonçant que l'écrivain soviétique Youri Galanskov, condamné à la déportation en janvier 1968 pour avoir rédigé et diffusé publiquement une revue littéraire et politique, venait de mourir à l'âge de trente-trois ans dans un camp de concentration en Union soviétique, souligne la gravité des atteintes aux libertés démocratiques commises aujourd'hui en URSS au nom même du socialisme.

La FEN souligne la gravité de telles atteintes. Celles-ci, en outre, constituent pour la réaction dans notre pays une aide inespérée dans sa tentative de rester au pouvoir,

car elles permettent à la bourgeoisie de détourner de nombreuses victimes de sa politique de la lutte pour le socialisme en confondant celui-ci avec la violation des libertés fondamentales, alors qu'il n'est de socialisme que dans et par le respect des libertés.

Dans cette situation, la FEN considère comme des faits particulièrement graves :

a) que depuis l'arrestation de Pierre Yakir, fils du général Yakir, le 21 juin 1972, on soit resté sans la moindre nouvelle de son sort, ni des griefs qui lui sont adressés ;

b) qu'une commission spéciale ait prolongé de six mois le séjour du général Grigorenko dans un hôpital

psychiatrique spécial où il est interné, d'après sa femme, dans la même cellule qu'un assassin reconnu irresponsable.

C'est pourquoi la CA de la FEN, réunie le 15 novembre 1972, demande que toute la lumière soit faite sur le sort réservé à Yakir et à Grigorenko et à tous les autres condamnés ou détenus pour de simples délits d'opinion. Elle s'adresse à toutes les organisations ouvrières françaises pour qu'elles prennent en commun une initiative permettant à la vérité et à la justice de se faire jour au plus grand bénéfice de la lutte pour le socialisme dans notre pays et dans le monde entier.

DERNIÈRE MINUTE

le colloque du Parti Socialiste sur la Tchécoslovaquie

Le colloque du Parti Socialiste qui s'est tenu à Paris les 25 et 26 novembre sur « Tchécoslovaquie, socialisme et démocratie » a regroupé toute une série d'artisans du « printemps de Prague » contraints à l'exil par les normalisateurs, les dirigeants du Parti Socialiste ainsi que Pierre Daix, militant du PCF et ancien rédacteur en chef des Lettres françaises.

D'emblée les organisateurs affirmèrent qu'il s'agissait avant tout d'examiner les problèmes touchant au « contenu du printemps de Prague ».

Ainsi, l'écrivain tchécoslovaque Josef Pokstefl insista sur le caractère socialiste de la nouvelle opposition en Europe de l'Est et affirma que « la lutte contre les procès politiques est d'une portée politique éminente pour le mouvement ouvrier à l'Occident ».

Il répondait par là à l'intervention du président de notre Comité, Alain Challier qui se félicita de l'initiative prise par un « grand parti », souligna que c'était l'unité ouvrière réalisée qui avait permis la libération de Pach-

man et, rappelant la récente vague de procès qui ont eu lieu en Tchécoslovaquie, affirma : « Le Comité continuera à se battre pour la mise sur pied de la Commission ouvrière internationale d'enquête. Nous souhaitons que ces journées permettent de faire un pas en avant dans la voie de l'unité des organisations. »

Robert Pontillon devait répondre immédiatement au camarade Challier : « Le Parti Socialiste a déjà donné formellement son accord à cette initiative », réaffirmant ainsi sa prise de position faite au rassemblement des 28 et 29 octobre à la Mutualité et que nous publions dans ce numéro du Bulletin.

Si ce colloque du Parti Socialiste n'était pas tourné vers l'action indispensable à déployer pour défendre tous les militants tchécoslovaques durement frappés par la normalisation, il n'en a pas moins été utile pour briser la conspiration du silence que les normalisateurs de Prague tiennent avant tout à voir s'étendre.

Déclaration

d'une militante du PCF

Ayant appris la mort de Y. Galanskov dans les camps en URSS, ayant passé moi-même deux ans dans un camp (Riversaltes), fille de déportée (mère morte à Auschwitz), je ne peux accepter qu'au nom du socialisme on emprisonne les combattants du socialisme, faisant par là même reculer le socialisme. C'est pour cela que je soutiens la proposition d'une Commission internationale d'enquête des organisations ouvrières pour la libération immédiate des combattants pour le socialisme, en URSS et dans les pays de l'Est.

Martha EDELSTEIN,
membre de la Jeunesse communiste depuis 1946,
membre du PCF depuis 1948,
employée du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM).

Paris, le 18 novembre 1972.

COMITE POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DES EMPRISONNES POLITIQUES DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

Adhésions et correspondance :
siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET (Tél. PER. 48-14).

Abonnements :

Pour 1972 (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain Challier n° 31 547-74 -

45-La Source ; ne pas oublier de mentionner « Abonnement au bulletin » dans la partie Correspondance).

Souscriptions :

C.C.P. Alain CHALLIER 45 - La Source n° 31 547-74 (en indiquant dans la partie « Correspondance » : Pour le Comité

pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est).

Permanence du Comité au Bureau National de l'U.N.E.F. :

15, rue Soufflot, PARIS 5^e
Tél. DAN. 86-01 et DAN. 86-02.

TALON A RENVoyer

Je soutiens — J'adhère — Je souscris (1) pour la somme de francs

NOM PRENOM

PROFESSION ET QUALITE

ORGANISATION POLITIQUE SYNDICAT

Je désire que mon nom soit publié

OUI

NON